

**INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

**Arrêté préfectoral N° 4678/2025/111
Autorisant la société Carrières Daniel
à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire et
une installation de premier traitement des matériaux
sur la commune de Louvie-Juzon**

**Le Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le code de l'environnement et notamment les articles L. 110-1, L.163-1, L. 171-1 à L. 171-12, L. 181-12, L. 411 - 1A, L. 411-1, L. 411-2 et L. 415-3 et R. 411-1 à R. 411-14, et son titre 1^{er} du livre V et les articles L. 214-1 et suivants ;
- VU** le code de la forêt, et notamment ses articles L. 341-1 et suivants et R. 341-1 et suivants ;
- VU** le code minier ;
- VU** le code du patrimoine ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** la directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Samuel GESRET, secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de Monsieur Jean-Marie GIRIER, préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

- VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de fabrication de béton prêt à l'emploi, soumises à déclaration sous la rubrique n° 2518 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2017 portant dématérialisation de l'enquête annuelle sur l'activité des carrières ;
- VU l'arrêté du préfet coordonnateur de bassin en date du 10 mars 2022 approuvant le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Adour-Garonne ;
- VU l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2005 n°2005-313-26 définissant le seuil départemental de surface minimale du massif boisé au-delà duquel une autorisation de défrichement est nécessaire ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 4678/2013/014 du 12 août 2013, autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de premier traitement des matériaux, sur le territoire de la commune de Louvie-Juzon, au lieu-dit Artigue-Dreyrturère, par la société Lafarge Granulats Sud ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4678/2013/020 du 24 septembre 2013, corrigeant l'arrêté préfectoral n° 4678/2013/014 du 12 août 2013 ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4678/2014/008 du 24 octobre 2014 autorisant le changement d'exploitant au bénéfice de la société Lafarge Granulats France pour la carrière à ciel ouvert de calcaire autorisée par l'arrêté n° 4678/2013/014 du 12 août 2013 ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 4678/2016/007 du 25 mars 2016 autorisant le changement d'exploitant au bénéfice de la société Carrières Daniel pour la carrière à ciel ouvert de calcaire autorisée par l'arrêté n° 4678/2013/014 du 12 août 2013 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-00002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET Secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2025/BAE/005 en date du 1^{er} avril 2025 portant ouverture d'une enquête publique sur la demande d'autorisation environnementale déposée par la société Carrières Daniel, en vue d'étendre et renouveler l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire sur la commune de Louvie-Juzon ;
- VU le schéma départemental des carrières des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU la demande présentée le 9 juillet 2024, complétée en dernier lieu le 29 novembre 2024, par la société Carrières Daniel, en vue d'obtenir une autorisation environnementale pour le renouvellement et l'extension de l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaire et une installation de premier traitement des matériaux sur le territoire de la commune de Louvie-Juzon ;
- VU le dossier déposé à l'appui de sa demande ;
- VU l'avis de l'autorité environnementale en date du 24 janvier 2025 ;
- VU le choix du demandeur, dans l'étude d'impact de juillet 2024, de verser l'indemnité compensatrice au Fonds Stratégique de la Forêt et du Bois ;

- VU** l'échéancier prévu pour la réalisation du défrichement dans la demande d'autorisation environnementale pour le renouvellement de l'autorisation d'exploiter et l'extension du périmètre de la carrière de calcaire d'Artigue-Dreyturère sur la commune de Louvie-Juzon (64) ;
- VU** l'accomplissement des formalités de publication de l'enquête par affichage et voie de presse ;
- VU** le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
- VU** l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.512-19 à R.512-24 du code de l'environnement ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 11 septembre 2025 de l'inspection des installations classées ;
- VU** l'avis en date du 16 octobre 2025 de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites dans sa formation « carrières » ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 16 octobre 2025 à la connaissance du demandeur ;
- VU** le courrier électronique du pétitionnaire en date du 24 octobre 2025 n'émettant aucune observation sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation ne peut être accordée que si les mesures assurent la prévention des dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions imposées à l'exploitant portent, sans préjudice des dispositions de l'article L. 122-1-1, sur les mesures et moyens à mettre en œuvre lors de la réalisation du projet, au cours de son exploitation, au moment de sa cessation et après celle-ci, notamment les mesures d'évitement, de réduction et de compensation des effets négatifs notables sur l'environnement et la santé ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions prescrites pour la surveillance des fronts de taille et de la falaise surplombant les habitations de la rue du Rey, permettront de réduire le risque lié aux éventuelles chutes de matériaux ;

CONSIDÉRANT que les mesures de limitation du défrichement et de la remise en état progressive permettront de réduire l'impact paysager ;

CONSIDÉRANT que les mesures prescrites pour l'implantation des tirs de mines et de surveillance des vibrations permettront d'assurer une réduction des nuisances pour le voisinage ;

CONSIDÉRANT qu'il résulte de l'instruction que la conservation des bois ou des massifs qu'ils complètent, ou le maintien de la destination des sols ne sont pas nécessaires pour aucun des motifs mentionnés à l'article L. 341-5 du code forestier ;

CONSIDÉRANT que le projet est compatible avec le schéma départemental des carrières susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation prend en compte les capacités techniques et financières que le pétitionnaire entend mettre en œuvre, à même de lui permettre de conduire son projet dans le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et d'être en mesure de satisfaire aux obligations de l'article L. 512-6-1 lors de la cessation d'activité ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R. 181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de la délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société Carrières Daniel dont le siège social est situé Avenue du Vert Galant – 64230 LESCAR, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire, une installation de premier traitement des matériaux et une centrale de béton prêt à l'emploi sur le territoire de la commune de Louvie-Juzon aux lieux-dits Cuyalède et Artigue-Dreyturère.

1.1.2 Réglementation générale

Les dispositions générales de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières modifié sont applicables sous réserve des dispositions particulières prévues par le présent arrêté.

1.1.3 Abrogation de prescriptions des actes antérieurs

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 4678/2013/014 du 12 août 2013 et des arrêtés complémentaires n° 4678/2013/020 du 24 septembre 2013, n° 4678/2014/008 du 24 octobre 2014 et n° 4678/2016/007 du 25 mars 2016 sont abrogées.

1.1.4 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu de :

- Autorisation de défrichement en application des articles L.214-13, L.341-3, L.372-4, L.374-1 et L.375-4 du code forestier ;

1.1.5 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement, incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

ARTICLE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
2510-1	A	Exploitation de carrière	Superficie totale : 219 202 m ²	Production maximale commercialisée : 350 000 t/an
2515-1	E	Broyage, concassage, criblage, ..., mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation	Puissance installée de l'installation fixe : 1 250 kW Puissance installée du groupe mobile de concassage-criblage : 500 kW	Puissance installée de l'ensemble des machines fixes : 1 750 kW
2517-1	E	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques		Superficie de l'aire de transit : 40 000 m ²
2518-b)	D	Installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé		Capacité de malaxage : 1 m ³
4734-2	NC	Stockage de produits pétroliers spécifiques et carburants de substitutions	Réservoirs aériens : réservoir fixe de 10 m ³ réservoir mobile de 1,5 m ³	Quantité totale susceptible d'être présente : 10 t de GNR
1435-2	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules		Volume annuel de carburant distribué : 250 m ³ de GNR par an

(*) A : autorisation ; E : enregistrement ; NC : non classée

1.2.2 Liste des installations, ouvrages et activités concernées par une rubrique de la nomenclature relative à la loi sur l'eau

Rubrique Alinéa	Régime (*)	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Nature de l'installation	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau	Forage situé sur la parcelle n° 95 section G	Coordonnées géographiques en Lambert III X : 376 367 m Y : 91 225 m Z : 520 m
1.2.1.0	D	Prélèvement, y compris par dérivation, dans un		Prélèvement d'eau dans

		cours d'eau, dans sa nappe d'accompagnement ou dans un plan d'eau ou canal alimenté par ce cours d'eau ou cette nappe		un forage : 20 000 m³/an
2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet		Surface d'environ : 22 ha

(*) A (autorisation)

1.2.3 Situation de l'établissement

Les installations autorisées sont situées sur la commune, lieux-dits et parcelles suivants :

Commune	Lieu-dit	Section	Numéro des parcelles	Superficie autorisée (m²)
LOUVIE-JUZON	Cuyalède	G	1p	24 638
	Artigue Dreyturère		95p	194 564
Superficie totale				219 202

Le plan de situation et le plan parcellaire sont joints en annexes 1 et 2 du présent arrêté.

1.2.4 Autres limites de l'autorisation

1.2.4.1 Droit de propriété

La présente autorisation n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire, sur les parcelles mentionnées à l'article 1.2.3.

1.2.4.2 Éloignement des excavations

Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. Cette bande d'au moins 10 mètres ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Le sous-cavage est interdit.

ARTICLE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

1.3.1 Conformité

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

1.3.2 Récolement

L'exploitant doit procéder, dans un délai d'un an après la notification du présent arrêté, au récolement des prescriptions réglementant ses installations. Ce récolement doit conduire pour chaque prescription réglementaire, à vérifier sa compatibilité avec les caractéristiques constructives des installations et les procédures opérationnelles existantes.

Ce récolement, à la charge de l'exploitant et sous sa responsabilité, doit être accompagné le cas échéant d'un échéancier de résorption des écarts, et transmis à l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant met ensuite en place une organisation appropriée permettant de s'assurer en permanence du respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation.

ARTICLE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION

1.4.1 Durée de l'autorisation

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 30 années à compter de la date de notification du présent arrêté.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé à l'article 1.2.3 doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.

La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée 6 mois au moins avant la fin de l'autorisation.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. La demande de prolongation ou de renouvellement est adressée au préfet deux ans au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

1.4.2 Caducité

I. – L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai.

Ce délai est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

- d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
- d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
- d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

II. – Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

ARTICLE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

1.5.1 Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma de phasage des garanties financières, en présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le tableau ci-dessous fixe le montant des garanties financières pour chaque phase d'exploitation :

Phase	Période considérée	Montant de référence de la garantie financière (en euros TTC) <i>Pour l'établissement d'un acte de cautionnement, ce montant doit être actualisé suivant le dernier indice TP01 connu</i>	Surface maximale à remettre en état durant la période considérée
1	de la date de notification du présent arrêté (n) à n + 5 ans après cette date	$C_r = 489\,538$	S1 = 7,30 ha S2 = 5,50 ha S3 = 2,15ha
2	de n + 5 ans après la date de notification du présent arrêté à n + 10 ans après cette date	$C_r = 484\,199$	S1 = 5,30 ha S2 = 5,90 ha S3 = 3,02 ha
3	de n + 10 ans après la date de notification du présent arrêté à n + 15 ans après cette date	$C_r = 569\,977$	S1 = 5,00 ha S2 = 7,60 ha S3 = 3,88 ha
4	de n + 15 ans après la date de notification du présent arrêté à n + 20 ans après cette date	$C_r = 540\,141$	S1 = 5,00 ha S2 = 7,10 ha S3 = 3,52 ha
5	de n + 20 ans après la date de notification du présent arrêté à n + 25 ans après cette date	$C_r = 418\,390$	S1 = 4,75 ha S2 = 4,50 ha S3 = 3,39 ha
6	de n + 25 ans après la date de notification du présent arrêté à n + 30 ans après cette date (fin de l'autorisation)	$C_r = 406\,777$	S1 = 5,20 ha S2 = 3,10 ha S3 = 5,39 ha

Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.5.4

L'indice TP 01 base 2010 utilisé pour le calcul des montants est : 132,20 (février 2025)

Le taux de TVA applicable pour le calcul des montants est : 0,20

1.5.2 Établissement des garanties financières

Le document attestant la constitution des garanties financières est établi dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

1.5.3 Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet, au moins six mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

1.5.4 Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières, par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté du 9 février 2004 susvisé, et atteste de cette actualisation auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période, au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Méthode d'actualisation :

$$C_n = C_r \times \frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_r} \times \frac{(1 + \text{TVA}_n)}{(1 + \text{TVA}_r)}$$

C_r : le montant de référence des garanties financières.

C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_n : indice TP01 base 2010 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_r : indice TP01 base 2010 de février 2025 (132,20)

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_r : taux de la TVA applicable en février 2025 (0,20).

L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou, est prise en compte de façon insuffisante, dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives prévues à l'article 1.5.8 ci-dessous.

1.5.5 Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

En particulier, lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

1.5.6 Appel des garanties financières

Le préfet fait appel à l'organisme de caution solidaire ayant fourni l'attestation de garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L514-1 du code de l'environnement ait été rendue exécutoire ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

1.5.7 Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

1.5.8 Sanctions administratives et pénales

L'absence de garanties financières, par défaut de production par l'exploitant de l'attestation de garanties financières initiale ou de l'attestation de renouvellement visée à l'article 1.5.2 ci-dessus, entraîne la suspension de l'exploitation après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L171-9 dudit code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L514-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

1.6.1 Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

1.6.2 Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

1.6.3 Changement d'exploitant

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation. Le nouvel exploitant adresse au préfet :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant ;
- les documents établissant ses capacités techniques et financières ;
- l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières ;
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux parcelles privées enclavées.

1.6.4 Cessation d'activité

En l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : espace naturel et paysager.

Lors de la mise à l'arrêt définitif de la carrière, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt six mois au moins avant celui-ci et met en œuvre les dispositions prévues aux articles L.512-6-1, R.512-39 à R.512-39-4 du code de l'environnement.

ARTICLE 1.7 AUTRES RÉGLEMENTATIONS

1.7.1 Redevance archéologie préventive

Le présent arrêté vaut fait générateur pour la perception de la redevance d'archéologie préventive pour les surfaces affectées par les travaux des premières autorisations ou ceux des extensions.

1.7.2 Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

ARTICLE 1.8 VÉRIFICATION DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

1.8.1 Contrôles et analyses

L'inspection des installations classées peut demander à l'exploitant que des prélèvements, des contrôles ou des analyses soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix est soumis à son approbation, s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces interventions sont supportés par l'exploitant.

Elle peut demander en cas de nécessité la mise en place et l'exploitation aux frais de l'exploitant d'appareils pour le contrôle des rejets liquides et gazeux, des émissions de poussières, des bruits, des vibrations ou des concentrations des matières polluantes dans l'environnement.

1.8.2 Comité de suivi de l'environnement

Un comité de suivi de l'environnement est mis en place par l'exploitant qui en assure la gestion. Il est composé :

- de représentants de la commune de Louvie-Juzon ;
- de représentants de l'exploitant ;
- de représentants des administrations publiques concernées si nécessaire ;
- de représentants d'associations de protection de l'environnement concernées ;
- des riverains au site, non représentés par une association.

L'exploitant présente notamment à cette occasion les actions menées pour respecter les dispositions de son dossier initial et les dispositions réglementaires du présent arrêté. Tout autre sujet relatif à l'exploitation de la carrière et aux conditions de sécurité pour les tiers pourra être abordé.

Le comité de suivi définit ses conditions de travail et se réunit au moins une fois par an.

ARTICLE 1.9 SANCTIONS

1.9.1 Mesures et sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions du présent arrêté, l'exploitant s'expose à la mise en œuvre des mesures et sanctions prévues aux articles L.171-8 à L.171-10 ainsi qu'à l'article L.514-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 2 GESTION DE LA CARRIÈRE

ARTICLE 2.1 EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE ET DES INSTALLATIONS

2.1.1 Objectifs généraux

Les carrières et les installations annexes sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

2.1.2 Aménagements préliminaires

2.1.2.1 Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

2.1.2.2 Bornage

Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :

1. des bornes matérialisant les sommets du polygone nécessaires à l'identification sur le terrain du périmètre d'autorisation ;
2. des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques du fond de fouille et des différentes zones de remise en état ;
3. des bornes de positionnement des limites de l'extraction.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert 93.

2.1.2.3 Eaux de ruissellement

Lorsqu'il existe un risque, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre les zones d'exploitation et la voirie publique doit être mis en place en périphérie de ces zones.

2.1.2.4 Accès à la voie publique

L'accès à la voirie publique doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Le raccordement entre la RD35 et la voie d'accès privée comprend un tourne à gauche et un dégagement à droite en accord avec le Conseil Départemental 64.

Le raccordement est stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

La voie d'accès privée est revêtue sur une longueur d'environ 300 mètres pour éviter tout entraînement de boues ou poussières sur la chaussée de la RD35.

Un dispositif de protection sonore est mis en place le long de la voie d'accès parallèlement à la RD35. Les eaux de ruissellement de la voie d'accès sont dirigées vers des bassins de décantation avant d'être rejetées vers le milieu naturel.

2.1.3 Mise en service de la carrière

La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès lors que :

- les aménagements préliminaires tels qu'ils sont précisés aux articles 2.1.2.1 à 2.1.2.4 ci-dessus sont achevés ;
- le document justifiant de la constitution des garanties financières, prescrit à l'article 1.5.2 est transmis au préfet ;
- le plan de gestion des déchets d'extraction, prescrit à l'article 2.1.8.3, est transmis au préfet.

L'exploitant notifie au préfet et au maire de Louvie-Juzon la mise en service de l'installation.

2.1.4 Dispositions d'exploitation

2.1.4.1 Déboisement et défrichement

Sans préjudice de la législation en vigueur et des dispositions de l'article 3.1, le déboisement et le défrichage des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Les travaux de défrichement devront être réalisés en dehors de la période du 15 mars au 15 septembre, période de fortes sensibilité pour la faune.

Préalablement à chaque campagne de défrichement, un écologue effectue un diagnostic des habitats potentiels pour les chiroptères et insectes saproxyliques, dont notamment le Grand capricorne. Des mesures de préservation de cette faune doivent être mises en place selon les besoins. Les bois morts des vieux arbres sont conservés et déplacés en lisière du boisement.

2.1.4.2 Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Les terres végétales sont stockées sous la forme de merlons végétalisés d'une hauteur maximale de 2 m, ou directement utilisés pour la remise en état. S'ils sont stockés, ils sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées. En aucun cas, ces terres végétales ne sont évacuées du site.

Les stériles de découverte sont stockés sous forme de cordons ou stocks de moins de 2 m de hauteur, ou utilisés directement pour la remise en état des banquettes au fur et à mesure de l'avancée des travaux.

2.1.4.3 Patrimoine archéologique

Toutes découvertes fortuites de vestiges archéologiques ou paléontologiques en dehors du cadre d'opérations préventives seront signalées sans délai à la mairie de Louvie-Juzon, à la Direction Régionale des Affaires Culturelles avec copie à l'inspection des installations classées.

2.1.5 Fonctionnement de la carrière

2.1.5.1 Rythme de fonctionnement

Les horaires de fonctionnement hors jours fériés sont :

- du lundi au vendredi, de 7 h à 18 h.

En cas de besoin ponctuel, les horaires peuvent être étendus :

- du lundi au samedi, de 7 h à 22 h.

Aucune activité n'est autorisée les dimanches et jours fériés.

2.1.5.2 Modalités d'extraction

L'exploitation est conduite suivant la méthode et le phasage définis ci-après :

- une exploitation à ciel ouvert, en flanc de montagne puis en dent creuse, hors d'eau sans pompage d'exhaure ;
- l'extraction des matériaux est réalisée par abattage à l'aide de tirs de mines verticaux ;
- les matériaux abattus sont chargés à l'aide d'une pelle hydraulique sur des tombereaux, pour les acheminer sur la plate-forme technique mitoyenne
- si besoin un pré-traitement des blocs est réalisé à l'aide d'un brise-roche hydraulique ou d'une installation mobile de concassage-criblage ;
- l'exploitation sera réalisée en six phases quinquennales ;
- les plans relatifs à la description du phasage de l'exploitation sont présents en ANNEXE 4 du présent arrêté.

2.1.5.2.1 Cotes et tonnage d'extraction

La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à + 425 m NGF.

La cote maximale de l'extraction est de 665 m NGF,

Le tonnage maximum annuel à extraire est de 384 000 t.

Le tonnage maximum annuel commercialisé est de 350 000 t.

Le volume total de calcaire à extraire est de 3 500 000 m³.

Le volume total de stériles à extraire est de 518 000 m³, dont 410 000 m³ à valoriser.

La densité du gisement est de 2,5 t/m³.

2.1.5.2.2 Abattage à l'explosif

L'exploitation du gisement étant réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit préalablement un plan de tir. L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Chaque trou de mine doit disposer d'un bourrage avec des matériaux adaptés, d'une hauteur minimale de 2 mètres

La charge unitaire maximale est limitée à 40 kg.

Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables entre 9h00 et 17h00.

2.1.5.2.3 Gradins

L'exploitation est conduite par gradins successifs d'une hauteur maximale de :

- 7,50 mètres au-dessus de la cote 500 m NGF
- 15 mètres en dessous de la cote 500 m NGF.

En position définitive, ces gradins sont inclinés selon une pente maximale intégratrice d'environ :

- 45° au-dessus de la cote 500 m NGF
- 54° au-dessous de la cote 500 m NGF.

La pente maximale du talus des remblais ne dépassera pas 35°.

2.1.5.2.4 Banquettes

En cours d'exploitation, des banquettes doivent être aménagées entre les gradins de façon à permettre le passage des engins en toute sécurité et assurer l'équilibre des terrains périphériques.

Durant les travaux, la largeur minimale des banquettes est de 10 mètres. Cette largeur peut être augmentée selon les mesures de sécurité géotechniques à mettre en place.

En fin d'exploitation la largeur de la banquette peut être réduite à 5 mètres.

2.1.5.2.5 Stabilité des fronts d'extraction

Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

L'exploitant met en place une surveillance périodique de la stabilité de l'ensemble des fronts de taille. Cette surveillance fait l'objet d'un rapport annuel, qui est transmis à l'inspection des installations classées, portant sur les instabilités d'ensemble du massif, les instabilités de blocs et les instabilités liées aux circulations des eaux souterraines et météoriques.

La falaise surplombant les habitations de la rue du Rey fait l'objet d'une surveillance annuelle. Cette surveillance porte sur les instabilités d'ensemble du massif, les instabilités de blocs et les instabilités liées aux circulations des eaux souterraines et météoriques.

Toute anomalie constatée doit être signalée dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées.

2.1.5.2.6 Stockage des matériaux de découvertes et des stériles d'exploitation inertes et non dangereux

Le stockage des matériaux de découvertes et des stériles d'exploitation inertes et non dangereux est réalisé de manière à assurer la stabilité physique et à prévenir toute pollution. L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés, et établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.

Ces zones de stockages sont réparties sur 3 versées différentes, au sein du périmètre d'extraction en périphérie de la zone des travaux.

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que ces matériaux et terres non polluées, utilisés pour la remise en état de la carrière ou pour l'entretien des pistes de circulation, ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines.

L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

2.1.5.3 Apport de déchets inertes et non dangereux extérieurs

L'apport et le stockage de déchets inertes et non dangereux est géré selon les dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Les matériaux extérieurs sont préalablement triés de manière à garantir uniquement l'admission des terres et cailloux (codes déchets : 17 05 04 et 20 02 02), tout autre déchet extérieur est interdit.

2.1.5.3.1 Conditions d'admission

Avant toute admission de déchets inertes et non dangereux, l'exploitant s'assure que cet apport a fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable adaptée aux conditions d'admissions et de stockages du site.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités et les caractéristiques des déchets, ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

L'exploitant transmet par voie électronique les données de ce registre sur la base de données centralisée prévue à l'article R.541-43-1 du code de l'environnement.

2.1.5.3.2 Conditions de remblayage

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes internes au site ;
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière, limités aux produits de terrassement : terres et cailloux (code déchets : 17 05 04 et 20 02 02). En cas de doute sur le caractère inerte de ces produits, l'exploitant réalise préalablement à l'acceptation, un essai de lixivation et une analyse en application de l'annexe II de l'arrêté du 31 décembre 2004. Tous matériaux non listé ci-dessus est interdit.

Les matériaux ne sont pas bennés directement en fond de fouille. Avant enfouissement, ils subissent un examen visuel et un tri qui permettent de déceler les éléments indésirables (bois, plastiques, ferrailles...). Une benne pour la récupération des refus est présente sur le site.

Au moment de la mise en remblai définitive un contrôle ultime sera réalisé afin d'écarter les matériaux non inertes et les stocker dans une benne pour traitement par les filières agréées à la charge de l'exploitant.

Le remblayage de la carrière est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

La réalisation du stockage pour le remblaiement respectera notamment les mesures suivantes :

- le volume des apports de déchets inertes est limité à 15 000 m³ ;
- le remplissage est réalisé par couches successives n'excédant pas 5 m d'épaisseur, régulièrement compactés ;
- le talus du remblai est réalisé selon une pente maximale de 35° avec des gradins d'une hauteur maximale de 5 mètres ;
- le profilage de la plate-forme et des banquettes permet de collecter les eaux de ruissellement en pied de talus.

2.1.6 Traitement des matériaux

2.1.6.1 Installation fixe de concassage-criblage

Les installations fixes de concassage-criblage sont implantées au nord-ouest du site

L'unité de fabrication des différentes granulométries fonctionne à sec, sans lavage des matériaux. Elle est munie de dispositifs intégrés permettant de réduire les émissions de poussières dans l'environnement.

2.1.6.2 Groupe mobile de concassage-criblage

Le groupe mobile de concassage-criblage mis en place sur les banquettes d'exploitation, doit être muni d'un dispositif de traitement efficace pour réduire la dispersion des poussières dans l'environnement.

Préalablement à la mise en service de ce groupe mobile, un écran acoustique efficace est constitué pour supprimer tout champ de propagation direct vers les habitations.

2.1.6.3 Centrale à béton

La centrale à béton est située au sud des installations de traitements des matériaux. Elle dispose d'une puissance électrique de 108 kW. Elle est composée :

- d'un malaxeur de 1 m³,
- de 2 silos verticaux de 60 tonnes chacun,
- d'un local à adjuvants,
- de trémies pour les différents granulats,
- d'un circuit de recyclage pour les eaux de process.

2.1.7 Évacuation des matériaux

Les matériaux extraits sont transférés par tombereaux entre la carrière et les installations fixes de traitement des matériaux.

Les matériaux commercialisés sont évacués du site par transport routier.

L'exploitant dispose d'un dispositif de lavage des roues, pour que les véhicules sortant du site ne soient pas à l'origine, sur les voies publiques et leurs abords :

- d'envols de poussières ;
- de dépôt de poussières, boues ou minéraux, et ce quelles que soient les conditions atmosphériques.

L'exploitant aménage le trajet de sortie pour que chaque camion passe par le dispositif de lavage de roues.

Le matériau doit être transporté dans un état compatible avec les conditions de circulation, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour maintenir les chaussées empruntées pour les besoins de son exploitation en parfait état de propreté.

L'exploitant veille au respect du chargement des véhicules sortant du site, notamment en ce qui concerne le poids total autorisé en charge (PTAC) et le poids total roulant autorisé (PTR), ainsi qu'au respect des dispositions relatives au bâchage ou l'arrosage des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation.

2.1.8 Consignes et plans d'exploitation

2.1.8.1 Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

2.1.8.2 Plan d'exploitation

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les clôtures et panneaux de signalisation ;
- les bornes visées à l'article 2.1.2.2 ;
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- les pistes et voies de circulation ;
- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte ;
- les installations de toute nature (bascule, locaux, ravitaillement, installations de traitement ...) ;
- les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'article 1.2.3 ;
- la position des éléments de surface visés à l'article 1.2.4.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente...).

Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes, est transmise chaque année à l'inspection des installations classées.

2.1.8.3 Plan de gestion des déchets d'extraction

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;

- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis à l'inspection des installations classées.

2.1.9 Installations de traitements des matériaux

Les installations utilisées pour le traitement des matériaux, sont composées :

- d'une installation de scalpage, de concassage et de criblage, d'une puissance maximale de 1 750 kW,
- d'une plateforme de stockage d'une superficie de 40 000 m²,
- d'un groupe mobile de concassage-criblage, utilisé par campagne sur les banquettes de l'exploitation, d'une puissance maximale de 500 kW,
- d'une centrale de fabrication de béton prêt à l'emploi, d'une capacité de malaxage de 1 m³.

ARTICLE 2.2 PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

2.2.1 Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté et d'accessibilité.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables, les déchets inertes extérieurs avant mise en remblais ou les matériaux nécessaires à la remise en état.

Pour limiter l'impact visuel, la végétation boisée en périphérie de la zone d'extraction est conservée.

ARTICLE 2.3 REMISE EN ÉTAT

2.3.1 Conditions de remise en état

L'objectif de la remise en état est un réaménagement à vocation écologique et paysagère.

La remise en état est conduite de façon progressive et coordonnée à l'exploitation selon le schéma d'exploitation et de remise en état défini en ANNEXE 10 du présent arrêté et aux dispositions de l'étude d'impact, détaillées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale. La remise en état comporte, y compris le nettoyage général du site, les principales dispositions suivantes :

- Conservation de boisements au nord de la fosse d'extraction d'environ 7 000 m², et au sud du site sur une superficie de l'ordre de 25 000 m² ;
- Dans la zone nord, les fronts de taille auront une hauteur maximale de 15 m entre les cotes 425 et 500 m NGF ;
- Dans la zone sud, les fronts auront une hauteur maximale de 7,50 m entre les cotes 500 et 665 m NGF, puis une hauteur maximale de 15 m sous cette cote de 500 m NGF ;
- Les fronts de taille seront soigneusement purgés ;

- Les banquettes résiduelles garderont une largeur d'au moins 5 m, recouvertes de stériles d'exploitation et de matériaux de découvertes, puis régaliées de terres végétales en surface ;
- Les banquettes seront plantées d'arbres et d'arbustes afin de créer une surface boisée d'environ 66 500 m². La densité de plantation sera de 1 plant tous les 10 m² au-dessus de la cote 500 m NGF, et pourra être réduite à 1 plant tous les 20 m² sous la cote de 500 m NGF ;
- La strate arbustive locale correspond aux espèces suivantes : Buis commun, Aubépine monogyne, Noisetier commun, Cornouiller sanguin et Sureau noir ;
- La strate arborée locale correspond aux espèces suivantes : Charme, Chêne sessile, Chêne pédonculé, Merisier vrai, Frêne élevé, Alisier blanc et Tilleul à grandes feuilles ;
- Les plantations bénéficieront d'un suivi de la reprise durant au moins 3 ans, les plants seront : protégés contre les animaux nuisibles, entretenus contre les espèces envahissantes, arrosés si nécessaire les premiers étés, voire complétés si nécessaire ;
- Le carreau de la cote 425 m NGF sera remblayé, puis planté avec des arbres et arbustes d'essences locales sur une superficie de 1 700 m² ;
- Les abords de la zone d'extraction seront matérialisés par une butte de terre d'environ 1m de hauteur ;
- Les versées à stériles sont aménagées en prairies, puisensemencées avec une forte diversité avec des espèces locales labellisées « Végétal local » ;
- Le bassin de collecte des eaux pluviales en fond de fouille sera conservé et réaménagé sous forme d'un plan d'eau d'une surface d'environ 400 m² et d'une zone humide d'environ 300 m². Les abords du bassin seront talutés avec des pentes adoucies (maximum 5H/1V) et constitueront une zone humide ;
- Les bassins de décantation de l'aire des installations de traitement et de la centrale à béton seront déconstruits et remblayés ;
- Les versées à stériles seront modelées en pente adoucie et enherbées sur 14 000 m². Des bosquets seront plantés sur ces versées ;
- Les installations techniques seront démontées et évacuées ;
- La plateforme technique des installations de traitement, aires de stockage centrale à béton et des locaux sera remodelée avec des stériles et des matériaux inertes sur une faible épaisseur, de l'ordre de 10 à 20 cm, sur environ 38 000 m², permettant de reconstituer des pelouses calcaires ;
- Opération de lutte contre les espèces exotiques envahissantes ;
- Nettoyage général du site avec évacuation des déchets vers des filières adaptées ;
- Vérification d'absence de pollution des sols au droit des zones de ravitaillement, de maintenance et de lavage des engins et des installations de traitement des matériaux ;
- Si le forage n'est plus utilisé, il fera l'objet d'un rebouchage selon les prescriptions réglementaires en vigueur ;
- Maintien et remise en état, si nécessaire, des clôtures et du portail d'accès ;
- Maintien de la signalisation des dangers et d'interdiction d'accès.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

L'extraction de matériaux commercialisables doit être interrompue au plus tard 6 mois avant le terme de l'autorisation. La remise en état doit être achevée au plus tard à la date d'échéance du présent arrêté.

Toute modification des conditions de remise en état entre dans le champ d'application de l'article 1.6.1 du présent arrêté.

ARTICLE 2.4 DÉCLARATION ANNUELLE

2.4.1 Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP)

L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées.

Cette déclaration inclut l'enquête annuelle sur l'activité des exploitations de carrières prévue par l'arrêté du 7 juillet 2017. Elle sera remplie dans les mêmes conditions.

Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet.

ARTICLE 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS

2.5.1 Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

2.6.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration, non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement, non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

ARTICLE 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

2.7.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Articles 1.5.3 & 1.5.4	Attestation de constitution de garanties financières mentionnée à l'article 1.5.2	6 mois avant la fin de la période quinquennale, ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15 % de la TP01 base 2010

Article 1.5.2	Attestation de constitution de garanties financières mentionnée à l'article 1.5.2	Préalablement à la mise en service de la carrière
Article 2.1.5.2.5	Rapport de surveillance des fronts d'exploitation	Tous les ans
Article 2.1.8.2	Plan d'exploitation	Tous les ans
Article 2.1.8.3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Tous les 5 ans
Article 2.3.1	Notification de chaque phase de remise en état	À chaque fin de phase d'exploitation
Article 2.4.1	Déclaration des émissions polluantes et des déchets	Tous les ans avant le 31 mars de l'année suivante.
Article 2.5.1	Rapport d'accident	Au plus 15 jours après l'évènement
Article 5.2.3.4	Bilan annuel des retombées de poussières	Tous les ans avant le 31 mars de l'année suivante
Articles 6.2.8	Contrôle des rejets d'eau de surface Surveillance des eaux de surfaces	Tous les 6 mois, saisie sur GIDAF
Article 6.2.9	Bilan du suivi des eaux Prélèvement d'eau	Tous les ans
Article 7.2.3	Mesures de bruits	Tous les ans
Article 7.3.3	Contrôle des vibrations	Mesures à chaque tir de mines, puis transmission mensuelle
Article 1.6.4	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
Article 1.6.4	Arrêt définitif : plan final et reportage photographique de remise en état	À l'échéance de l'arrêté préfectoral

ARTICLE 3 AUTORISATION EMBARQUÉE ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

ARTICLE 3.1 AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT

3.1.1 Terrain dont le défrichement est autorisé

Le défrichement d'une surface de 4,2270 ha de parcelles de bois situés à Louvie-Juzon dont la référence cadastrale est la suivante, est autorisé :

Commune	Section	N°	Surface totale (ha)	Surface demandée (ha)	Surface autorisée (ha)
Louvie-Juzon	G	95	118,6922	4,2270	4,2270
Surface totale				4,2270	4,2270

3.1.2 Prescriptions spécifiques au défrichement

L'autorisation délivrée est subordonnée au versement d'une indemnité de 23 248,50 € au Fonds Stratégique pour la Forêt et le Bois (FSFB) correspondant au calcul suivant :

- Indemnité = surface défrichée autorisée x coefficient x (coût de mise à disposition du foncier + coût moyen d'un boisement) avec :
 - Coût de mise à disposition du foncier : 2 500 €/ha
 - Coût moyen du boisement : 3 000 €/ha
 - Coefficient : 2
- Le paiement de l'indemnité est exigible dès la notification de la présente décision.

3.1.3 Publicité

L'autorisation de défrichement fait l'objet, par les soins du bénéficiaire, d'un affichage sur le terrain de manière visible de l'extérieur ainsi qu'à la mairie de Louvie-Juzon.

L'affichage a lieu quinze jours au moins avant le début des opérations de défrichement ; il est maintenu à la mairie pendant un mois et sur le terrain pendant la durée des opérations du défrichement.

Le bénéficiaire dépose à la mairie de Louvie-Juzon le plan cadastral des parcelles à défricher pendant la durée des opérations de défrichement. Mention en est faite sur les affiches apposées en mairie et sur le terrain.

3.1.4 Durée de validité

La durée de validité de l'autorisation de défrichement est de 15 ans à compter de la délivrance du présent arrêté. Les surfaces autorisées à être défrichées devront être réalisées conformément à l'échéancier figurant dans la demande d'autorisation environnementale.

ARTICLE 3.2 MESURES D'ÉVITEMENT DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

3.2.1 Respect des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement

Durant toutes les phases du projet, le bénéficiaire est tenu de mettre en œuvre les mesures d'évitement, de réduction d'impact, de compensation et d'accompagnement conformément au dossier, notamment les mesures suivantes qui les précisent et les complètent.

Le bénéficiaire prend les dispositions nécessaires pour que ces mesures soient communiquées aux entreprises qui réalisent les travaux au cours des phases de chantier et de démantèlement, puis à celles qui réalisent les opérations d'entretien de la végétation lors de la phase d'exploitation. Il s'assure, en outre, que ces mesures sont respectées. Ces mesures sont reprises dans les dossiers de consultation des entreprises sous forme d'une notice de respect de l'environnement.

3.2.2 Assistance écologique durant l'exploitation

Une assistance écologique est mise en place afin de :

- Mettre en œuvre et vérifier la bonne mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement ;
- Rédiger un plan de gestion des mesures pérennes d'évitement, de réduction et de compensation ;
- Effectuer les suivis écologiques en phase d'exploitation (article 3.2.7).

L'ensemble de ces interventions fait l'objet de la production de comptes-rendus qui sont transmis à l'inspection des installations classées.

3.2.3 Mesures d'évitement

ME1 : Exclusion d'habitats à enjeux du périmètre extractible

- Évitement d'une chenaie-charmaie à l'est d'une superficie de 9 000 m²
- Évitement des falaises instaurant des milieux rupestres au nord

ME2 : Absence totale d'utilisation de produits phytosanitaires

3.2.4 Mesures de réduction

MR1 : Adaptation de la période des travaux sur l'année

- Les travaux préparatoires de chaque phase (débroussailllements, coupe d'arbres ...) débuteront entre septembre et novembre. Ce calendrier n'est pas applicable aux phases de gestion des espèces exotiques envahissantes

MR2 : Dispositif préventif de lutte contre une pollution et dispositif d'assainissement provisoire de gestion des eaux pluviales et de chantier

MR3 : Dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes (actions préventives et curatives)

- Toutes les mesures de prévention, éradication et confinement précoces sont prises pour éviter l'introduction et la dispersion d'espèces envahissantes sur l'exploitation et ses abords, notamment concernant l'entretien et la circulation des véhicules, la formation du personnel, le repérage, le balisage et l'élimination des stations d'espèces envahissantes existantes, la gestion de potentiels déchets verts issus du dégagement des emprises, l'apport de matériaux et la remise en état du site.
- L'utilisation d'herbicides ainsi que le mélange ou de transfert de terres végétales entre les secteurs contaminés de façon avérée ou potentielle et les secteurs indemnes sont interdits.
- Une action de végétalisation à partir d'essences issues de la marque végétal local, ou d'une production disposant de référentiels équivalents, et adaptées aux conditions stationnelles locales est mise en place sous validation de l'écologue en cas de risques de reprises importants des espèces invasives.
- Un suivi continu de la repousse des espèces invasives est mis en place. Les sujets identifiés sont systématiquement pointés au GPS puis retirés du site via un protocole adapté et validé par l'écologue.
- L'ensemble des déchets végétaux doit être exporté vers des plateformes de traitement spécialisées.

MR4 : Dispositif permettant d'éloigner les espèces à enjeux

- La fuite des individus vers des zones favorables sera favorisée par le phasage projeté. Celui-ci se fera en plusieurs étapes, ce qui permettra aux espèces de coloniser les milieux adjacents.

MR5 : Mise en place d'un protocole de contrôle des arbres potentiellement utilisés comme gîte arboricole par les chiroptères

- Préalablement aux opérations de défrichements, la zone boisée de l'extension fera l'objet d'un protocole spécifique pour contrôler les potentiels gîtes à chiroptères au niveau de ces bois.

MR6 : Mise en place d'un protocole de contrôle des falaises potentiellement utilisées comme gîte par les chiroptères ou les Hirondelles des rochers

- Préalablement à la reprise des travaux sur les anciens fronts, une expertise sera menée par un écologue pour identifier les secteurs potentiellement colonisés par des chiroptères ou l'Hirondelle de rochers. En cas de présence reconnue, l'exploitation devra impérativement être réalisée en dehors des périodes de forte sensibilité.

MR7 : Comblement des ornières dès leur apparition

- Toutes les ornières nouvellement créées feront l'objet d'un comblement afin de ne pas les rendre favorables au développement de la batracofaune. Une sensibilisation du personnel sera réalisée pour la réalisation systématique de ce protocole.

MR8 : Dispositif de limitation des nuisances envers la faune – réduction des envols de poussières

- Des mesures de réduction des poussières seront mises en place et entretenues sur l'ensemble du site.

MR9 : Réduction des nuisances lumineuses

- Sur la plateforme des installations de traitement, l'éclairage extérieur sera adapté pour réduire la gêne vis-à-vis de la biodiversité et plus particulièrement des chiroptères.

MR10 : Réduction du risque incendie

- Tout feu sera strictement interdit, les engins seront tous équipés d'extincteurs qui pourront être utilisés en cas de départ de feu, des consignes et une formation seront données au personnel.

MR11 : Protocole d'abattage des arbres isolés possiblement habités par le Grand Capricorne du chêne

- Préalablement à chaque campagne de défrichement, un écologue effectue un diagnostic des habitats potentiels pour les chiroptères et insectes saproxyliques, dont notamment le Grand capricorne. Des mesures de préservation de cette faune doivent être mises en place selon les besoins. Les bois morts des vieux arbres sont conservés et déplacés en lisière du boisement.

3.2.5 Mesures d'accompagnement

MA1 : Veille écologique en phase chantier

- Au cours du chantier, une veille écologique sera réalisée afin de s'assurer de la bonne application des mesures et de contrôler la prolifération des espèces exotiques envahissantes.

MA2 : Pose de nichoirs au sein des bois préservés

- Au sein des bois préservés dans l'emprise de la carrière (Chênaie-Frênaie principalement) et en périphérie immédiate, la pose de nichoirs sera réalisée pour faciliter la colonisation de certains oiseaux et mammifères. Il s'agira d'offrir des zones refuges pour les oiseaux cavernicoles, l'Écureuil roux et les chiroptères.

3.2.6 Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu

ORAM1 : Reboisement dans le cadre du réaménagement

- Mise en place des boisements en phase de réaménagement. Plusieurs types de plantations seront réalisées :
 - Des plantations à base d'essences locales sur les banquettes.
 - Un bosquet de ces mêmes essences locales sur le carreau final.
 - Quelques bosquets isolés sur les anciennes verses à stériles.

L'extension étant majoritairement pourvue de buis, cette essence sera privilégiée au niveau des banquettes régaliées. Elle sera en mélange avec d'autres espèces arborescentes locales.

ORAM2 : Aménagement d'une zone humide et d'un plan d'eau

- Au niveau du carreau, un point d'eau sera aménagé (sur l'emplacement du bassin collectant les eaux pluviales) en modelant ses abords avec des pentes adoucies pour créer des zones humides. Cela permettra de recréer un habitat du type tapis à Charophyte, actuellement présent au sein de la carrière. Ces zones humides et ce point d'eau seront contigus avec des fronts rocheux et un bosquet. Ceci permettra d'une part d'assurer la quiétude de ce secteur qui sera rendu inaccessible et d'autre part de permettre une infiltration des eaux régulant ainsi le niveau de la zone humide.

ORAM3 : Aménagement de pelouses calcaires et d'une prairie naturelle

- En partie nord-ouest, environ 3,8 ha de pelouses calcaires seront réaménagés sur l'emplacement des installations de traitement et des aires de stockage. Des prairies seront créées sur une surface de 1,4 ha sur l'emplacement des anciennes verses à stériles.

ORAM4 : Amélioration de la fonctionnalité des fronts

- Des aménagements propices à l'avifaune rupestre pourront être aménagés sur les fronts rocheux. Ils seront répartis de manière sporadique. Ces aménagements ciblent les espèces aux moeurs rupestres comme les Chiroptères, le Grand-Duc d'Europe, le Faucon pèlerin et l'Hirondelle des rochers.

3.2.7 Suivi écologique

Le bénéficiaire est tenu de mettre en place un suivi écologique annuel sur le site afin de pouvoir apprécier, avec précision, l'efficacité de l'ensemble des mesures (éviter, réduire et compenser) mises en œuvre sur les espèces concernées par le projet.

Il comprend en outre, le suivi des mesures d'accompagnement et des dispositifs d'aide à la recolonisation du milieu.

- Le personnel de la carrière est sensibilisé afin de limiter le risque de destruction d'individus et d'habitats d'espèces à enjeux.

ARTICLE 4 PRÉVENTION DES RISQUES

ARTICLE 4.1 GÉNÉRALITÉS

4.1.1 Propreté de l'installation et de ses abords

L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

4.1.2 Contrôle des accès

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Une bouée munie d'une touline de 30 mètres, est placée en bordure de chaque plan d'eau non-protégé par une clôture.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement de la carrière, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

4.1.3 Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées.

ARTICLE 4.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

4.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une réserve d'eau d'au moins 120 m³, ou un dispositif équivalent validé par le Service Départemental d'Incendie et de Secours, doit être implantée à moins de 200 mètres des réservoirs de carburant et des installations de traitement. Cet équipement doit disposer d'une aire d'aspiration conformément aux caractéristiques techniques des plateformes d'aspiration des engins de secours du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie afin de permettre aux services de secours de disposer d'une ressource en eau accessible en cas de feu.

L'exploitant doit prendre contact avec le SDIS 64 pour valider ces équipements.

ARTICLE 4.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

4.3.1 Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

4.3.2 Appareils à pression

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses appareils à pression de gaz en service sont exploités conformément aux règles en vigueur.

ARTICLE 4.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.4.1 Rétentions et confinement

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I. Le ravitaillement, l'entretien et le lavage des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

En dehors des jours d'activité, les engins sont stationnés sur une aire étanche.

Le ravitaillement des engins à mobilité réduite pourra s'effectuer au-dessus d'un bac étanche mobile ou un dispositif similaire, avec à disposition à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement.

Chaque équipement de travail mobile doit être équipé d'un kit de produits absorbants pour hydrocarbures.

II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 1 000 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 1 000 l.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

IV. Les capacités de rétention doivent être placées à l'abri des eaux météoriques.

V. Toutes les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées pour prévenir toute pollution des sols, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Les rétentions disponibles pour les eaux d'extinction doivent permettre le stockage d'un volume d'au moins 131 m³, elles sont constituées :

- d'un bassin de rétention d'un volume de 13 m³ sous le stockage des huiles ;
- d'un bassin de rétention d'un volume de 5 m³ sur la zone de stockage des carburants ;
- des bassins de décantation à proximité munis de dispositifs d'obturation.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées à l'article 6.2 ci-après.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.

VI. L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

4.4.2 Tuyauteries et fluides

Les tuyauteries transportant des fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement repérées, entretenues et contrôlées.

Les flexibles utilisés lors des transferts sont entretenus et contrôlés. En cas de mise à l'air libre, l'opération de transvasement s'arrête automatiquement.

4.4.3 Pollution accidentelle des eaux

Toute anomalie, accident, déversement ou rejet, portant ou susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines ou superficielles, fait l'objet d'une information immédiate au gestionnaire du captage d'eau potable de l'Oeil du Neez, à la délégation départementale de l'ARS 64, à l'inspection des installations classées et au maire de la commune de Louvie-Juzon.

L'exploitant met en œuvre les mesures de gestion adaptées pour supprimer la pollution.

Il informe l'inspection des installations classées et la délégation départementale de l'ARS 64, des résultats des investigations qu'il aura réalisées ainsi que des mesures qu'il aura prises ou envisagées.

ARTICLE 4.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

4.5.1 Travaux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 5.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS**5.1.1 Dispositions générales**

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter que l'installation ne soit à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envois de poussières :

- les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
- la vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
- la vitesse maximale autorisée sur le site est limitée à 30 km/h ;
- la voie d'accès au site dispose d'un revêtement stabilisé ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Un dispositif tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévues ;
- les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- les engins de foration des trous de mines sont équipés d'un dispositif de dépoussiérage.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

5.1.2 Émissions diffuses et envois de poussières

Des dispositions particulières, tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent, des bâtiments alentour, des rideaux d'arbres, etc.) que de l'exploitation de l'installation, sont mises en œuvre de manière à limiter l'émission de poussières.

Lorsque les stockages des produits minéraux se font à l'air libre, les stockages sont humidifiés pour empêcher les envois de poussières par temps sec et lorsque la vitesse du vent le nécessite.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 5.2 REJETS A L'ATMOSPHÈRE**5.2.1 Mise en œuvre des contrôles**

Le contrôle des niveaux d'empoussièrement et les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

5.2.2 Émissions captées

Les rejets d'air captés des installations sont dépoussiérés. Ils sont autant que possible canalisés. Dans un tel cas, le rejet est alors dirigé à l'extérieur des bâtiments.

Un entretien à *minima* annuel permettant de garantir la concentration maximale de 20 mg/Nm³ apportée par le fabricant est à réaliser sur ces installations. La périodicité et les conditions d'entretien sont documentées par l'exploitant. Les documents attestant de cet entretien sont mis à la disposition des inspecteurs des installations classées.

5.2.3 Retombées de poussières dans l'environnement

5.2.3.1 Plan de surveillance des émissions de poussières

Un plan de surveillance des émissions de poussières est mis en place.

Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesure ainsi que leur nombre.

Le plan de surveillance comprend :

- (a) au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière ;
- (b) le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants ;
- (c) une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants.

Type de stations de mesures	Situation (ANNEXE 8)
a	A 1 : Jauge témoin à l'ouest du site
b	B1 : Camping du Rey au nord du site B2 : Habitation de Madame Podeva à l'ouest du site
c	C1 : Limite nord-ouest du site C2 : Limite nord-est du site

Le plan de surveillance est mis à jour en fonction de l'avancée de l'exploitation (localisation et nombre de jauges)

Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.2.3.2 Programme de surveillance des retombées atmosphériques

Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées à l'article 5.2.1 .

Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m²/jour.

L'objectif à atteindre est de 500 mg/m²/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance.

En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu à l'article 5.2.3.4 ci-dessous, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Les campagnes de mesure durent 30 jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à 500 mg/m²/jour, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle.

Par la suite, si un résultat excède la valeur ci-dessus et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu à l'article 5.2.3.4 ci-dessous, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.

5.2.3.3 Mise en place d'une station météorologique

La direction et la vitesse du vent, la température, et la pluviométrie sont enregistrées par une station de mesures sur le site de l'exploitation avec une résolution horaire au minimum.

La station météorologique est installée, maintenue et utilisée selon les bonnes pratiques.

La mise en œuvre d'une station météorologique sur site peut être remplacée par l'abonnement à des données corrigées en fonction du relief, de l'environnement et de la distance issues de la station météo la plus représentative à proximité de la carrière exploitée par un fournisseur de services météorologiques.

5.2.3.4 Bilan annuel des retombées atmosphériques

Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures réalisées.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

ARTICLE 6 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Un plan daté des réseaux d'alimentation, de collecte et des rejets est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les branchements, les regards, les postes de relevage, etc. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

ARTICLE 6.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

6.1.1 Origine des approvisionnements en eau

L'utilisation de l'eau doit être limitée par des systèmes qui en favorisent l'économie.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

Les eaux utilisées sur le site proviennent :

- du réseau public de distribution d'eau potable, limité à 2 000 m³/an ;
- du pompage des eaux pluviales en fond de fouille ;
- du pompage des eaux souterraines.

Toute modification des conditions d'alimentation en eau de l'établissement, ainsi que de projets concernant la réduction des consommations d'eau, devra être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

Chaque année l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées ses consommations d'eau de l'année précédente : eau à usage industriel et eau du réseau public d'eau potable.

6.1.1.1 Usages domestiques

L'eau utilisée dans l'établissement pour les usages domestiques provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installées afin d'isoler les eaux et d'éviter des retours dans le réseau d'eau publique.

6.1.1.2 Usages industriels

Le lavage des matériaux n'est pas autorisé sur le site.

L'eau nécessaire pour les usages industriels : arrosage des pistes, des granulats, lavage des roues, nettoyage des véhicules et des installations, fabrication du béton, etc, provient du circuit de pompage des eaux recyclées, des eaux pluviales et du pompage des eaux souterraines.

6.1.2 Prélèvement d'eau

Le prélèvement d'eau est réalisé dans un forage situé au nord du site

Localisation du forage	Coordonnées en Lambert en m	Type de milieu
Parcelle G 95	X : 422 176 Y : 6 226 888 Z : 520	Eaux souterraines

La quantité maximale annuelle d'eau prélevée est limitée à 20 000 m³, avec un débit instantané maximal de 20 m³/h.

6.1.3 Prescriptions générales pour les forages

Les conditions de réalisation et d'équipement, ainsi que les conditions de surveillance et d'abandon sont définies par l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié

ARTICLE 6.2 REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX

6.2.1 Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux des surfaces imperméabilisées (aire étanche, aire de stationnement, aire de ravitaillement...) ;
- les eaux domestiques : les eaux de vannes, les eaux des lavabos et douches...

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixés par le présent arrêté.

6.2.2 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables.

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté.

Un dispositif permettant l'obturation du réseau d'évacuation des eaux pluviales polluées est implanté de sorte à maintenir sur le site les eaux en cas de dysfonctionnement de l'installation de traitement.

Les dispositifs de rejet des effluents sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

6.2.3 Localisation du point de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets suivants :

Point de rejet	Coordonnées en Lambert 93 en m	Nature des effluents
1 : Bassin de décantation piste d'accès	X : 422 426 Y : 6 227 041 Z : 500	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
2 : Bassin de décantation des installations	X : 422 160 Y : 6 226 883 Z : 519	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
3 : Rejet du séparateur d'hydrocarbures de l'aire étanche	X : 422 097 Y : 6 226 792 Z : 523	Aire de ravitaillement, de lavage et de stationnement

6.2.4 Aménagement de points de rejets

Le point de rejet est aménagé de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur ;
- être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs.

6.2.5 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, notamment celles de l'aire étanche, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. L'exploitant s'assure de l'absence de ruissellement de ces eaux en dehors des ouvrages de collecte et de traitement.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi de déchets dangereux sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

6.2.6 Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockage des déchets d'extraction ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

6.2.7 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets

Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :

Paramètres	Valeurs ou concentrations maximales	Autosurveillance
pH	entre 5,5 et 8,5	Semestrielle
Température	< 30° C	
Matières en suspension totales (MEST)	< à 35 mg/l	
Couleur mg de Pt/l	< 100	
DCO en mg/l (lorsque la teneur en chlorures est inférieure à 5 g/l)	< 125	
Hydrocarbures en mg/l	< 10	

Ces valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur vingt-quatre heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

6.2.8 Contrôle des rejets d'eaux

Un contrôle de paramètres définis à l'article 6.2.7 ci-dessus est effectué semestriellement.

Les contrôles (prélèvements et analyses) sont réalisés par un organisme agréé par le Ministère de l'Environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

Les résultats de la surveillance des émissions sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées (GIDAF) prévu à cet effet.

6.2.9 Transmission et analyse des résultats

Chaque année l'exploitant établit un bilan annuel des mesures, analyses et contrôles imposés ci-avant.

Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, de l'évolution des paramètres et de la situation au regard des différents paramètres réglementaires. En tant que de besoin, l'exploitant accompagne ce bilan d'un descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Ce bilan est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

En fonction des résultats obtenus et de leur évolution, l'inspection des installations classées pourra modifier la fréquence et la nature des prélèvements ainsi que les seuils de rejets.

6.2.10 Gestion des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

ARTICLE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS

ARTICLE 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

7.1.1 Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions relatives de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

7.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, mis sur le marché après le 4 mai 2002, utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement et sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

7.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES

7.2.1 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan joint au présent arrêté en annexe 8.

7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

7.2.3 Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997.

Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont réalisées tous les ans.

- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;

- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'ensemble des résultats est transmis à l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection, accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

ARTICLE 7.3 VIBRATIONS

7.3.1 Réponse vibratoire

Pour l'application des dispositions de la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, toute intervention nécessitant la mise en œuvre de la méthode d'analyse fine de la réponse vibratoire telle que définie dans ladite circulaire, ne peut être effectuée que par un organisme compétent.

7.3.2 Tirs de mines

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (*on entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments*) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

Les vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s feront systématiquement l'objet d'une analyse particulière par un bureau expert en tirs à l'explosif et par l'exploitant pour en déterminer les causes. Un rapport sera joint au dossier de tir.

À cet effet, les technologies éprouvées les plus performantes sont utilisées.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de Fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

7.3.3 Contrôle des vibrations

L'exploitant met en place une procédure d'autosurveillance des tirs de mines par enregistrement des vibrations et de la surpression.

La station de mesure des vibrations sera défini selon la localisation et l'orientation du tir ainsi que la réponse du massif rocheux à la propagation des vibrations. Les stations de mesures régulièrement contrôlées sont définies à l'annexe 8.

Les enregistrements, les commentaires, le positionnement et les plans de tirs sont conservés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Une copie de ce registre est transmise mensuellement à l'inspection des installations classées.

En cas de plaintes, des mesures complémentaires de la surpression aérienne, couplées aux mesures de vibrations pourront être demandées par l'inspection des installations classées.

ARTICLE 8 DÉCHETS PRODUITS

ARTICLE 8.1 PRINCIPES DE GESTION

8.1.1 Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour limiter les quantités de déchets produits. Il assure une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :

- la préparation en vue de la réutilisation ;
- le recyclage ;
- toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
- l'élimination.

Tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux ou avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets, sont interdits.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

8.1.2 Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R.541-8 du code de l'environnement.

Les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

8.1.3 Transport

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R.541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R.541-49 à R.541-64 et R.541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

8.1.4 Suivi des déchets

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement.

Le registre peut être contenu dans un document papier ou informatique. Il est conservé pendant au moins trois ans et tenu à la disposition des autorités compétentes.

ARTICLE 9.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de PAU :

- 1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques, prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente autorisation peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tiers auteur d'un recours contentieux ou d'un recours administratif, est tenu, selon le cas, à peine d'irrecevabilité, ou de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter, selon le cas, du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

ARTICLE 9.2 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

- 1° Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Louvie-Juzon, et peut y être consultée.
- 2° Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Louvie-Juzon pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Louvie-Juzon ;
- 3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir, les mairies :
 - Arudy,
 - Aste-Beon,
 - Bielle,
 - Bilhères,
 - Castet,
 - Izeste,
 - Louvie-Juzon,
 - Sainte-Colome,
 - Sévignacq-Meyracq,
 - La communauté de communes Vallée d'Ossau.
- 4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 9.3 EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, la sous-préfète d'Oloron-Sainte-Marie, le maire de Louvie-Juzon, le directeur départemental des territoires et de la mer, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine et les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié :

- à Monsieur le Directeur de la société Carrières Daniel.

Pau le
Le Préfet

07 NOV. 2025

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général

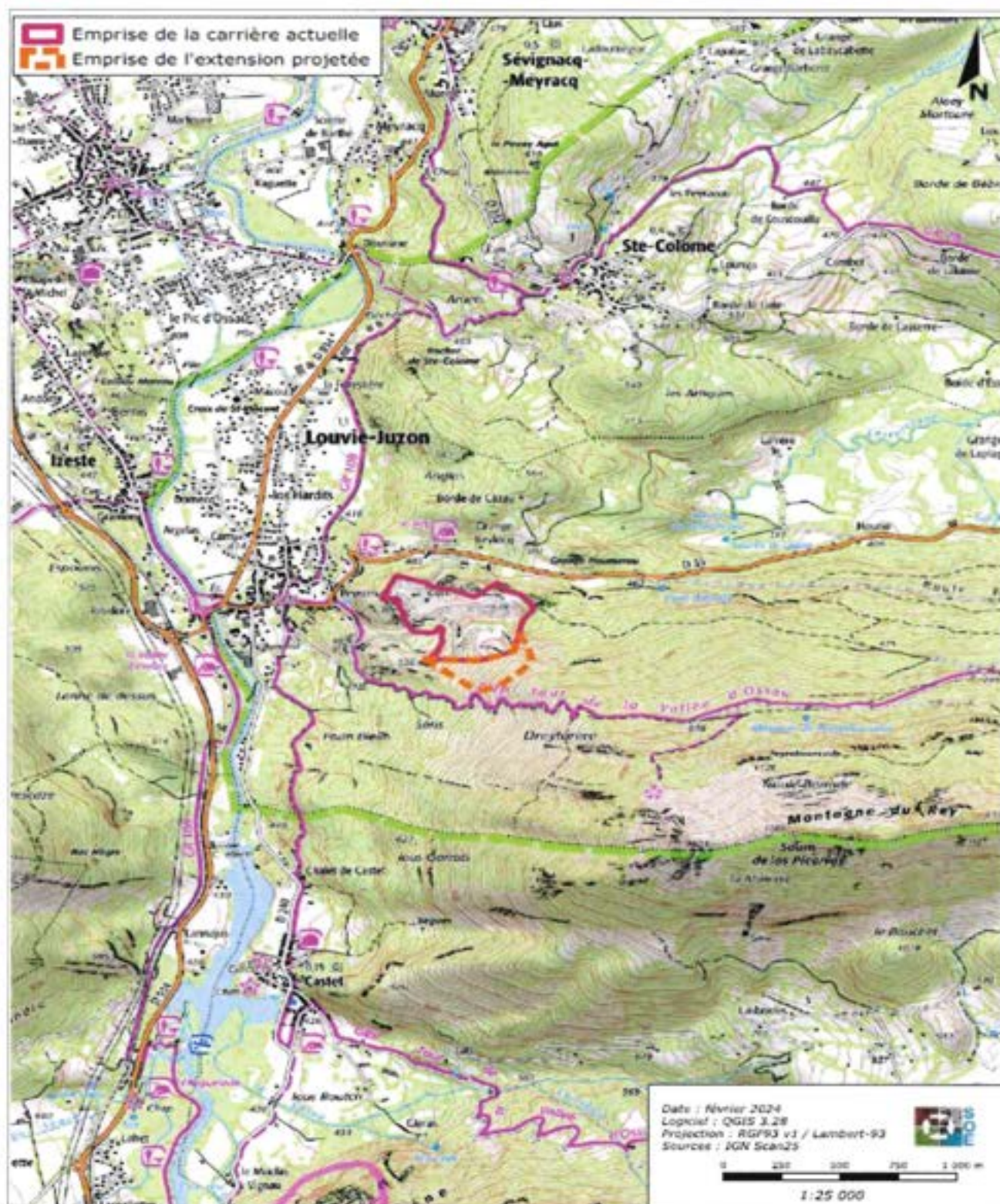
Samuel GESRET

Pour copie conforme
Pour le Préfet et par subdélégation
Le Chef de l'Unité bi-départementale
des Landes et des Pyrénées-Atlantiques

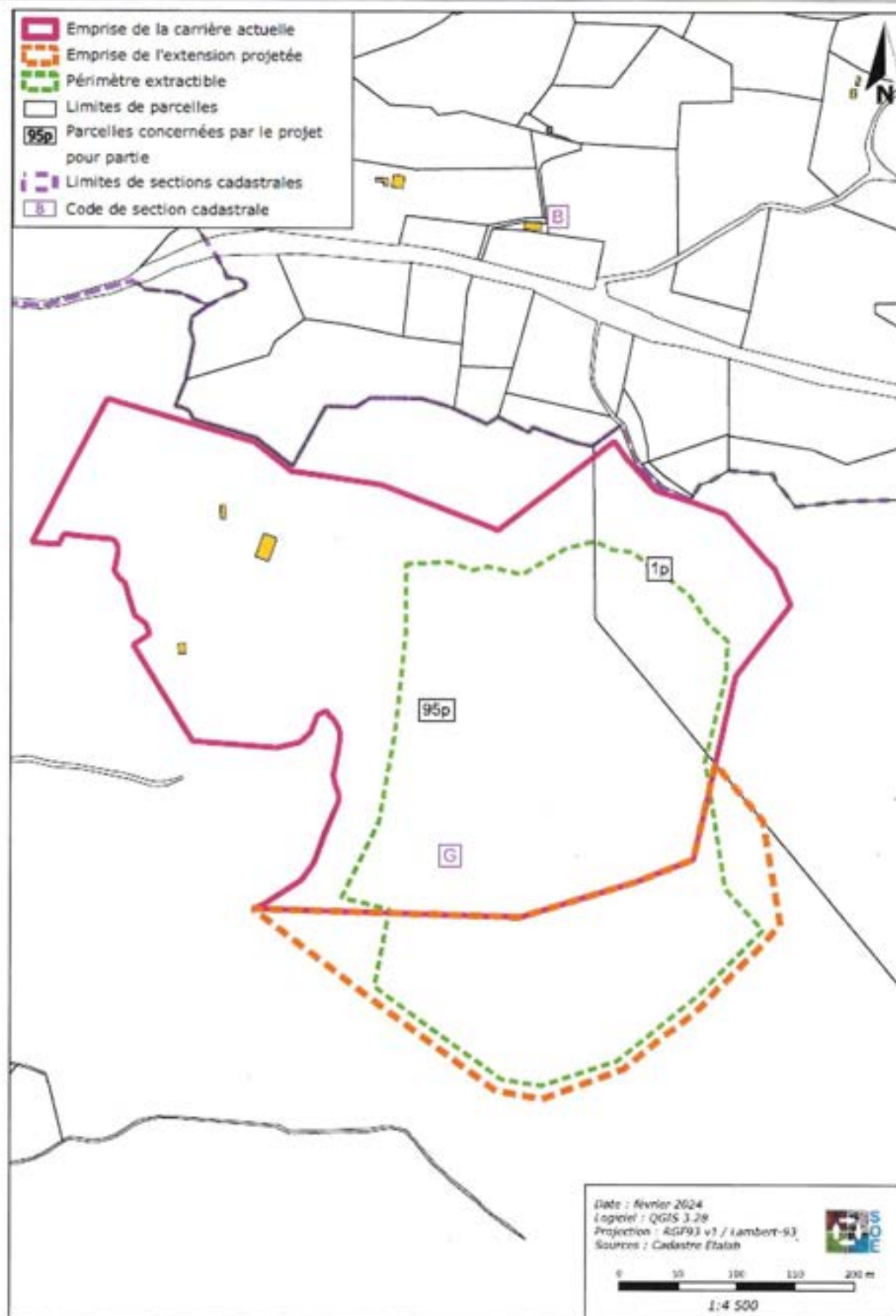


Xavier VIAMONTE

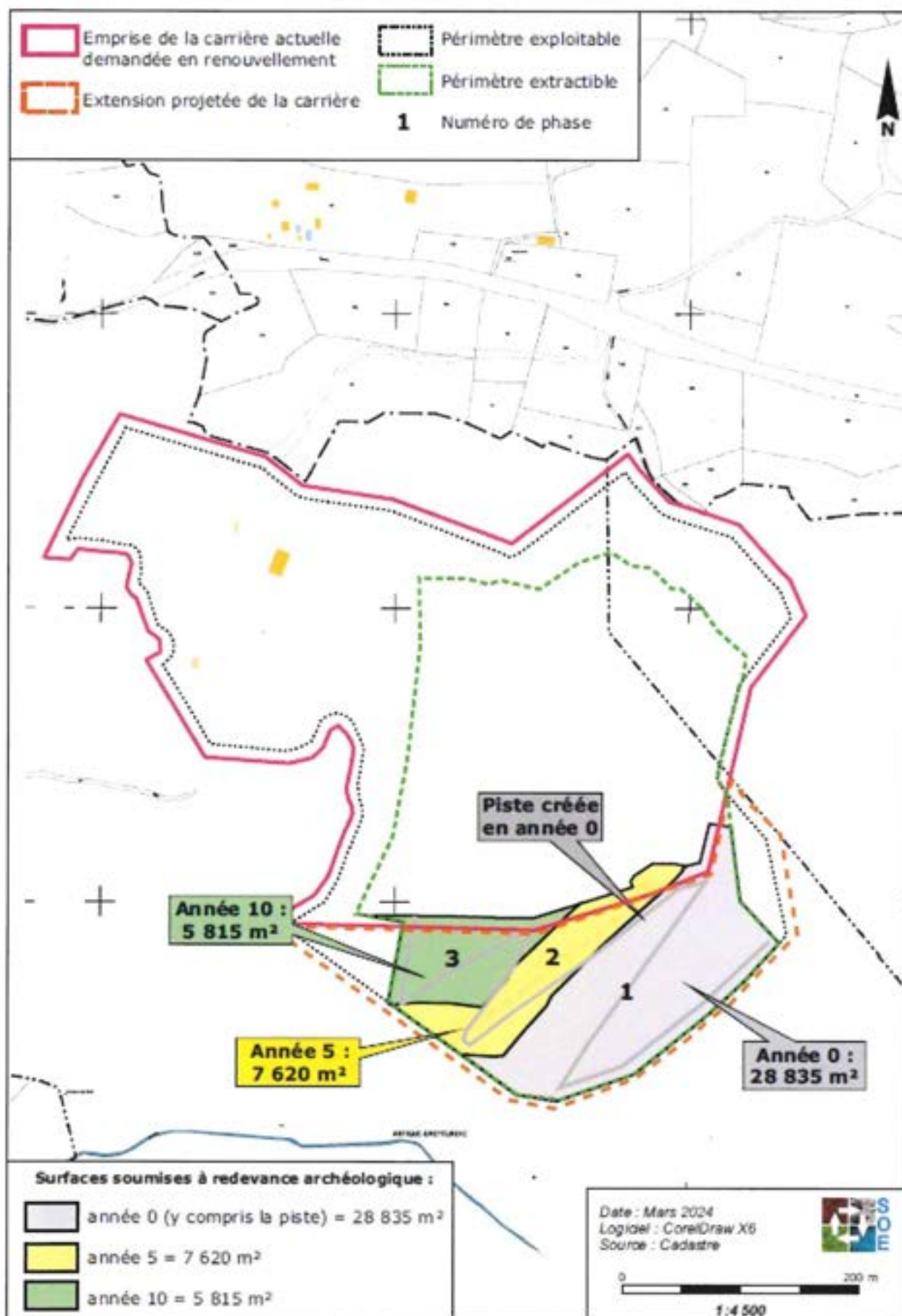


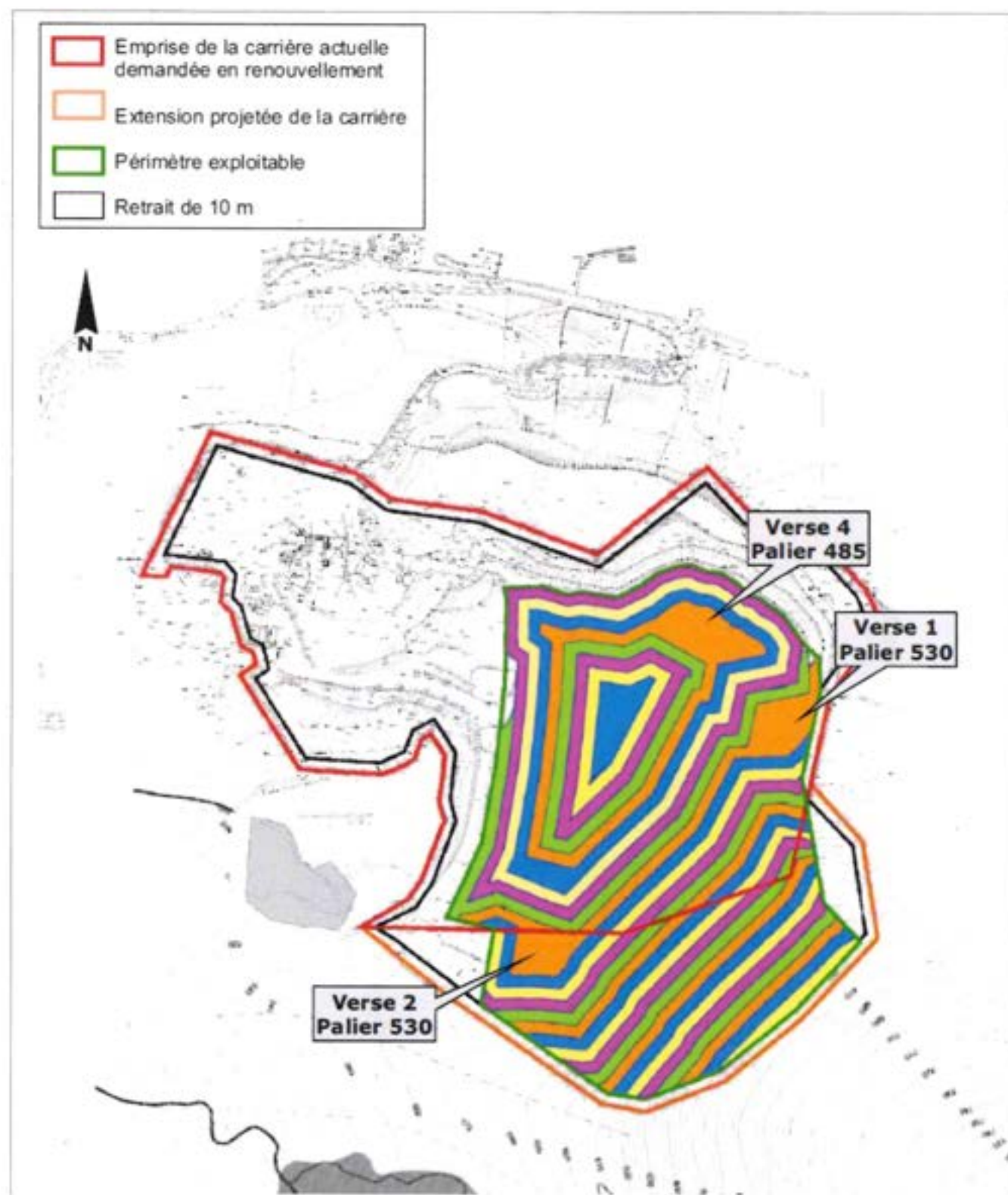


ANNEXE 2 PLAN PARCELLAIRE



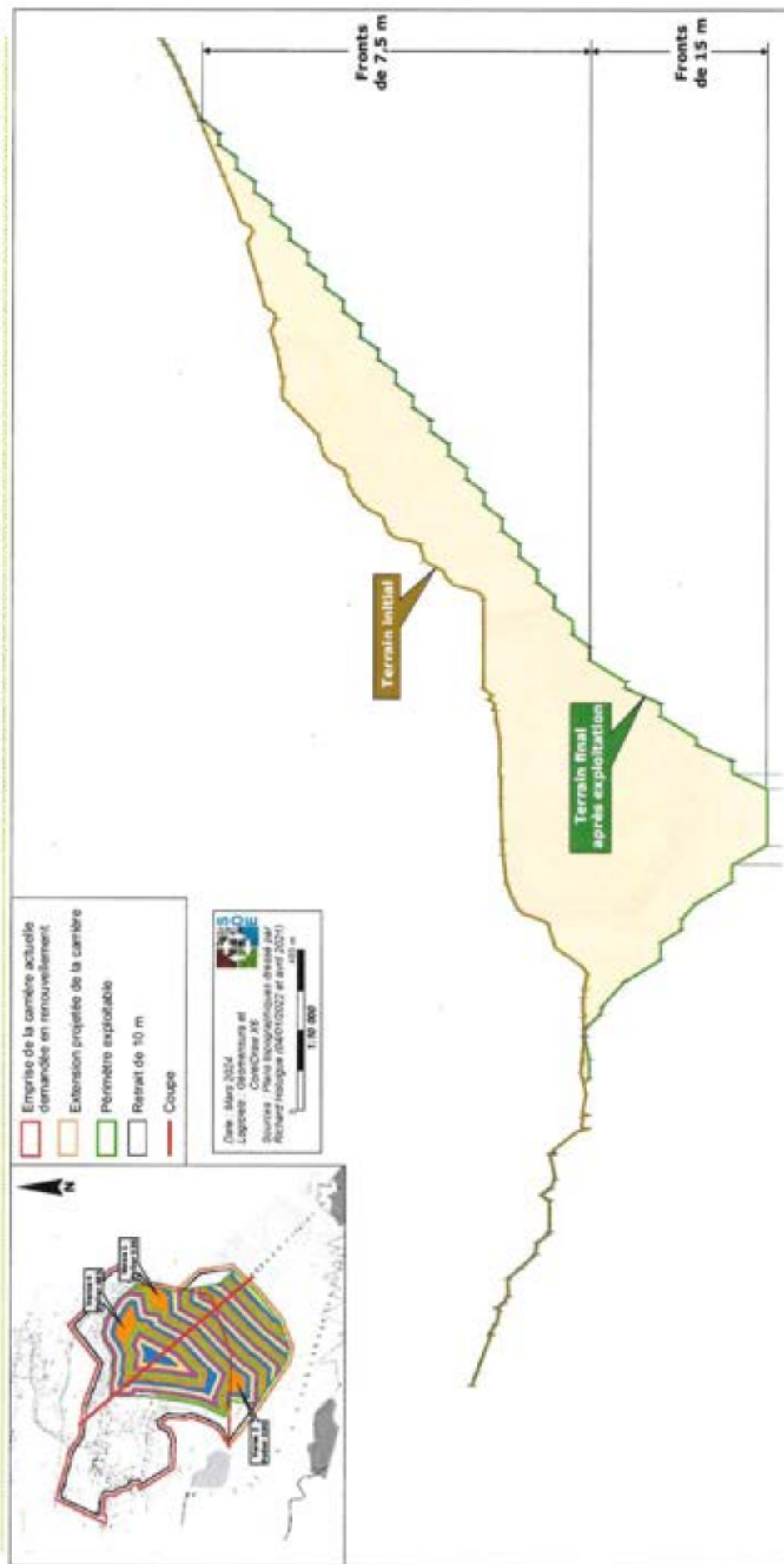
ANNEXE 3 SURFACE SOUMISE A REDEVANCE ARCHÉOLOGIQUE





Principe général de l'exploitation

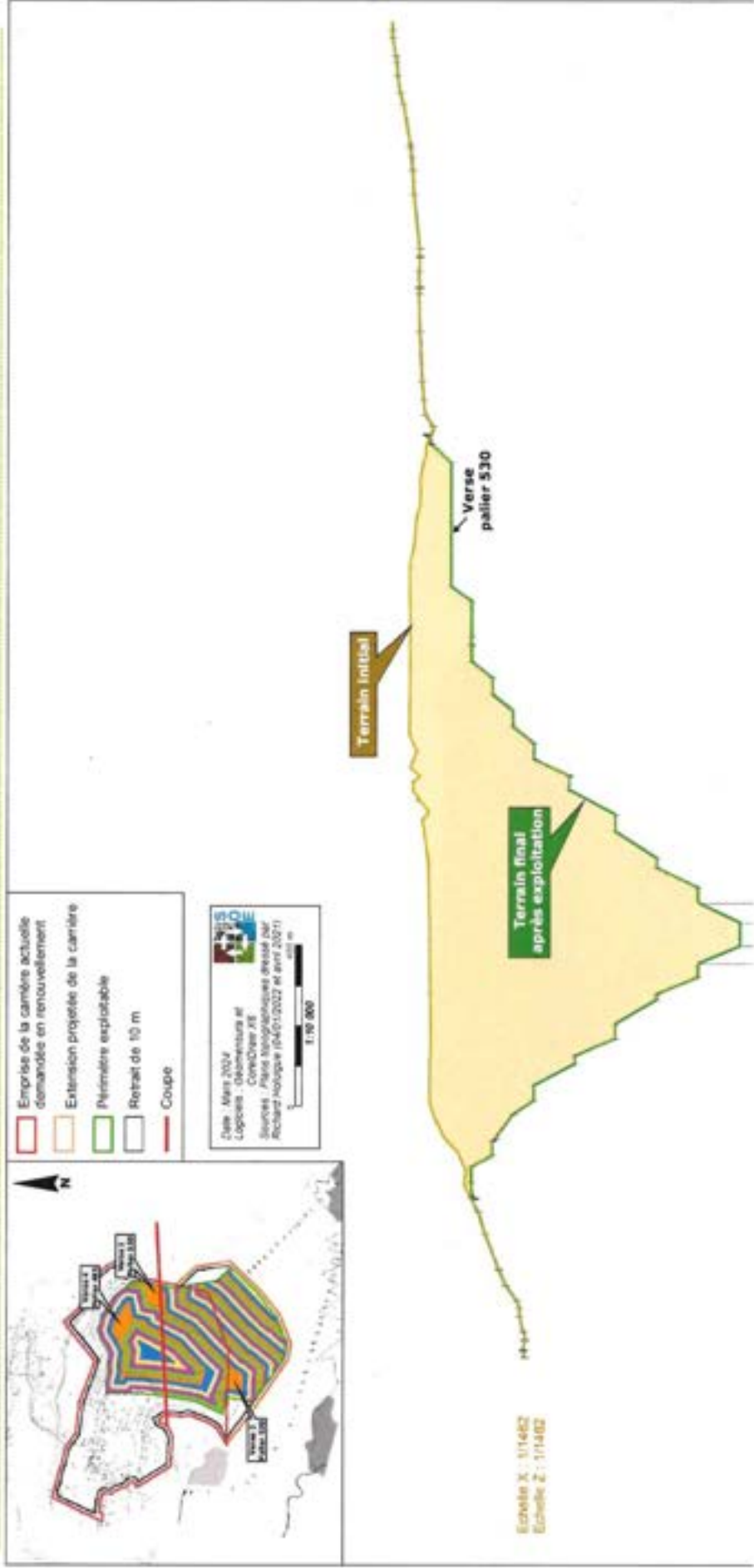
Coupe du site en fin d'exploitation - Coupe nord-ouest / sud-est



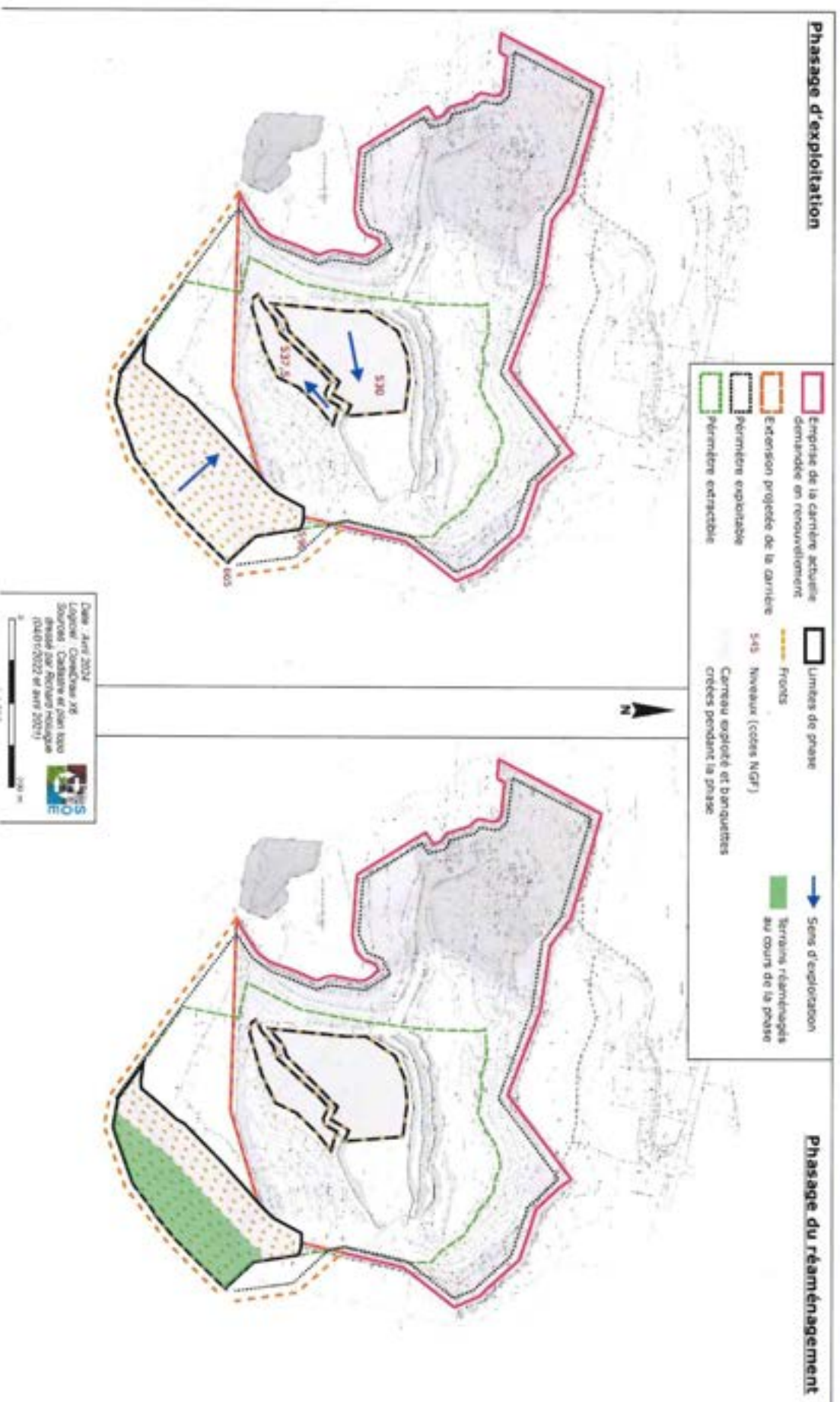
Coupe du site en fin d'exploitation - Coupe nord-est / sud-ouest



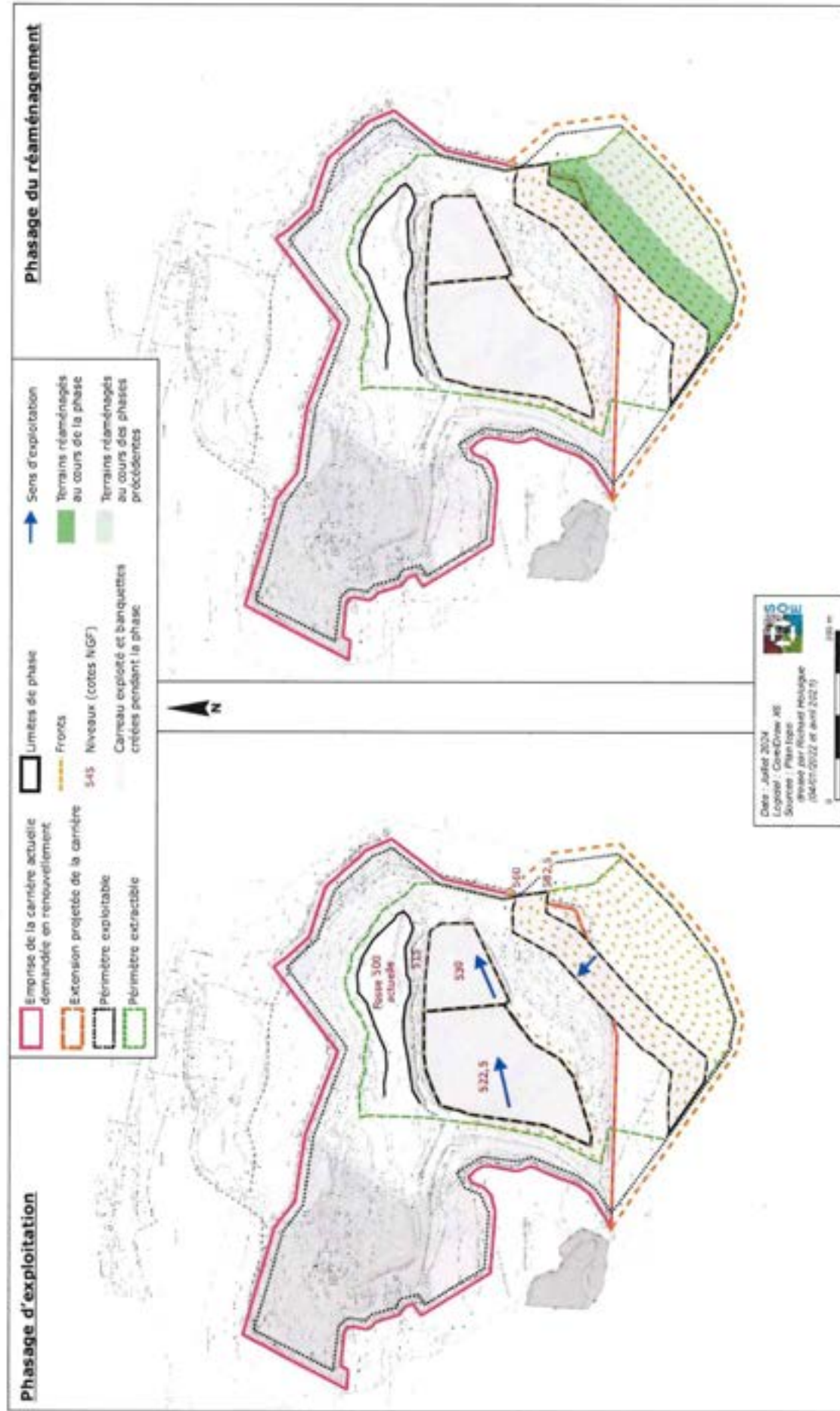
Coupe du site en fin d'exploitation - Coupe ouest / est



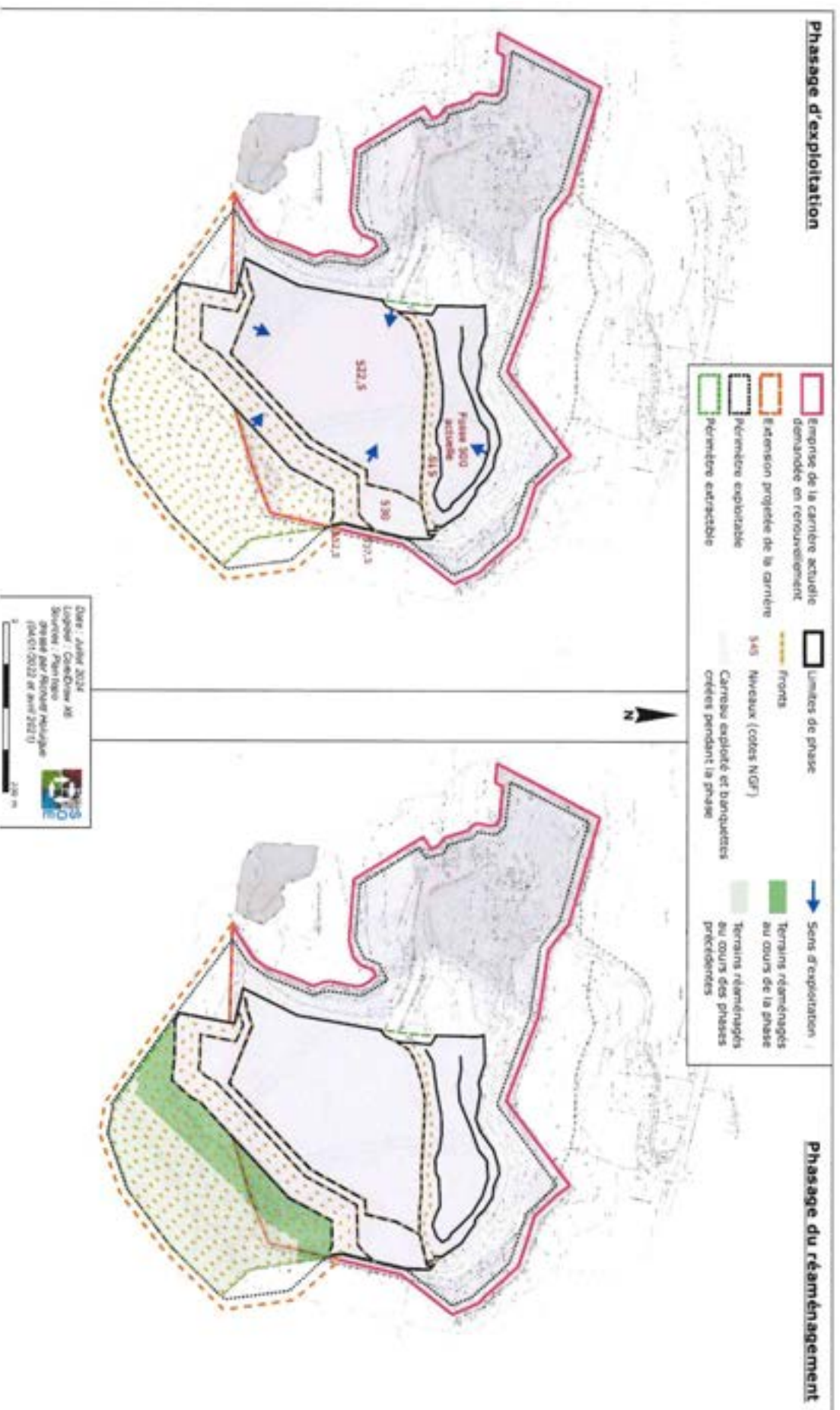
Plans de phasage d'exploitation et du réaménagement - fin de phase 1 (année 5)



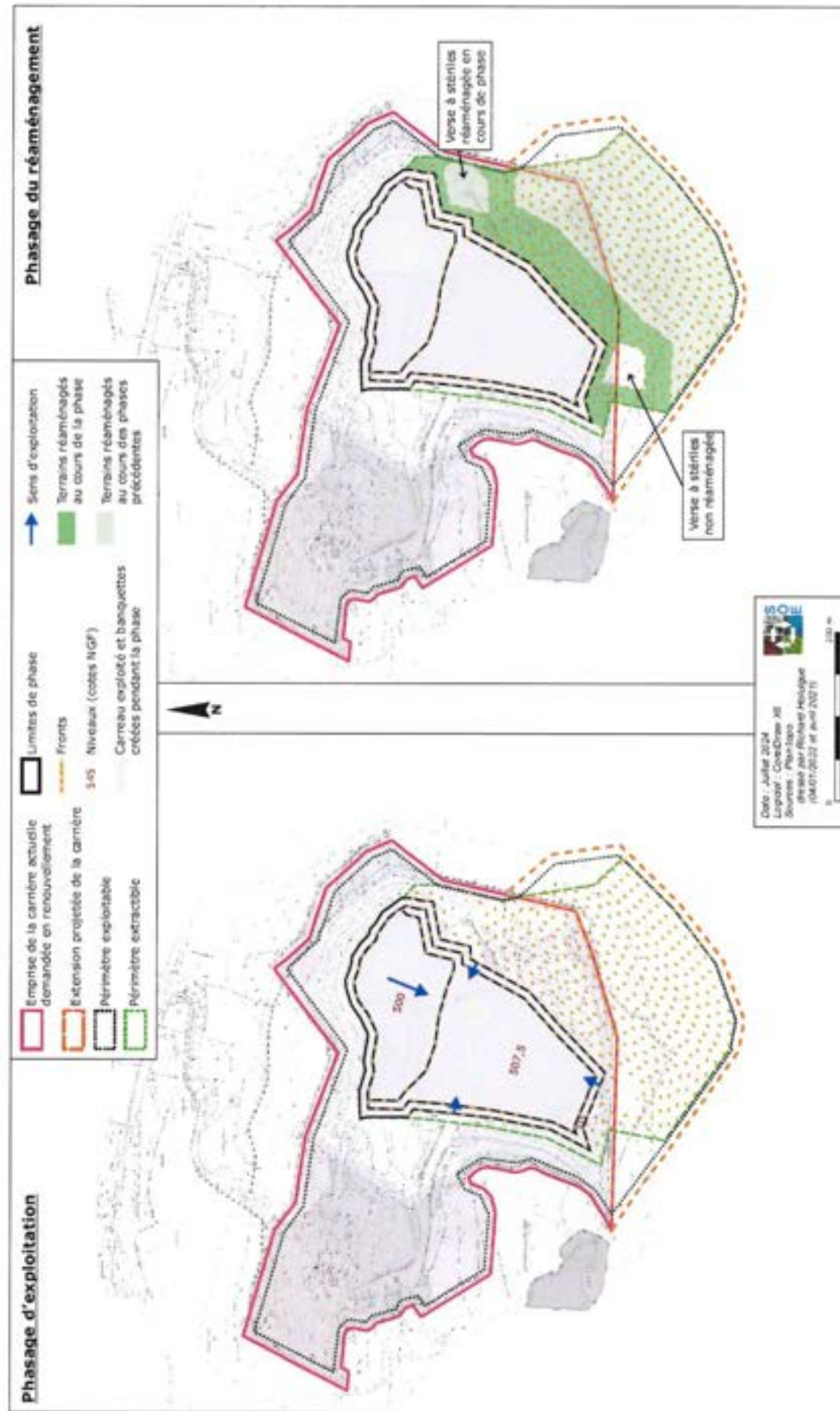
Plans de phasage d'exploitation et du réaménagement - fin de phase 2 (année 10)



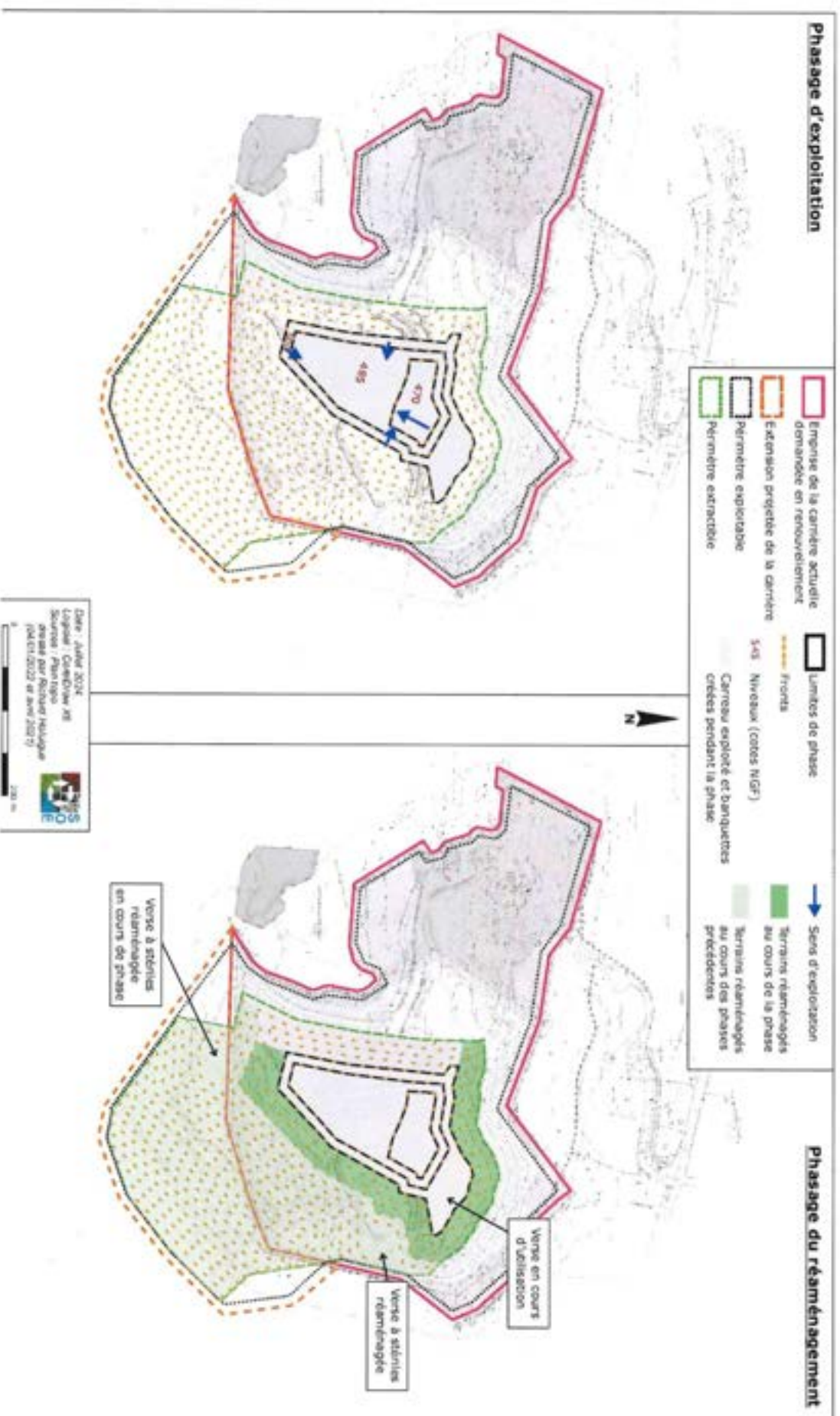
Plans de phasage d'exploitation et du réaménagement - fin de phase 3 (année 15)



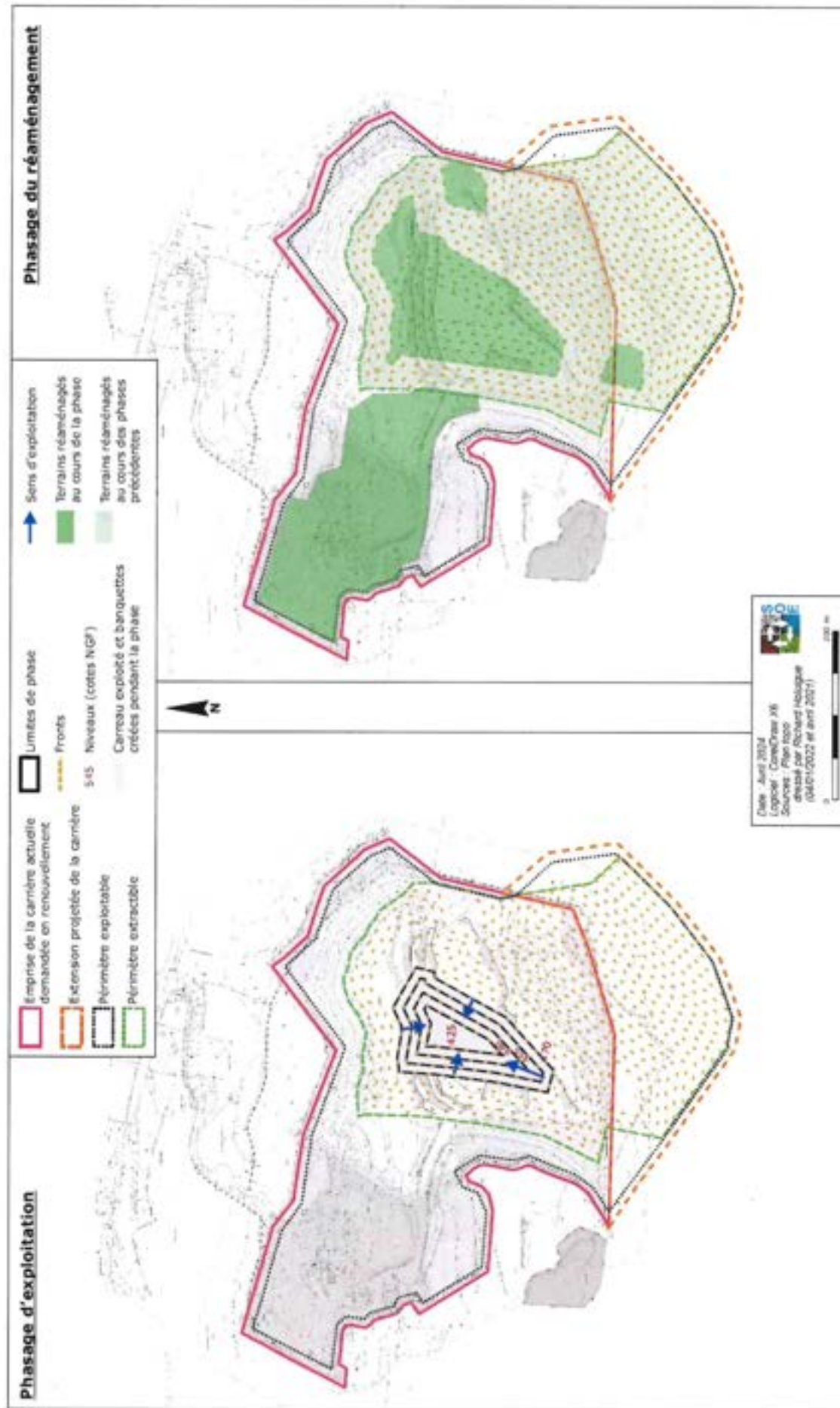
Plans de phasage d'exploitation et du réaménagement - fin de phase 4 (année 20)



Plans de phasage d'exploitation et du réaménagement - fin de phase 5 (année 25)



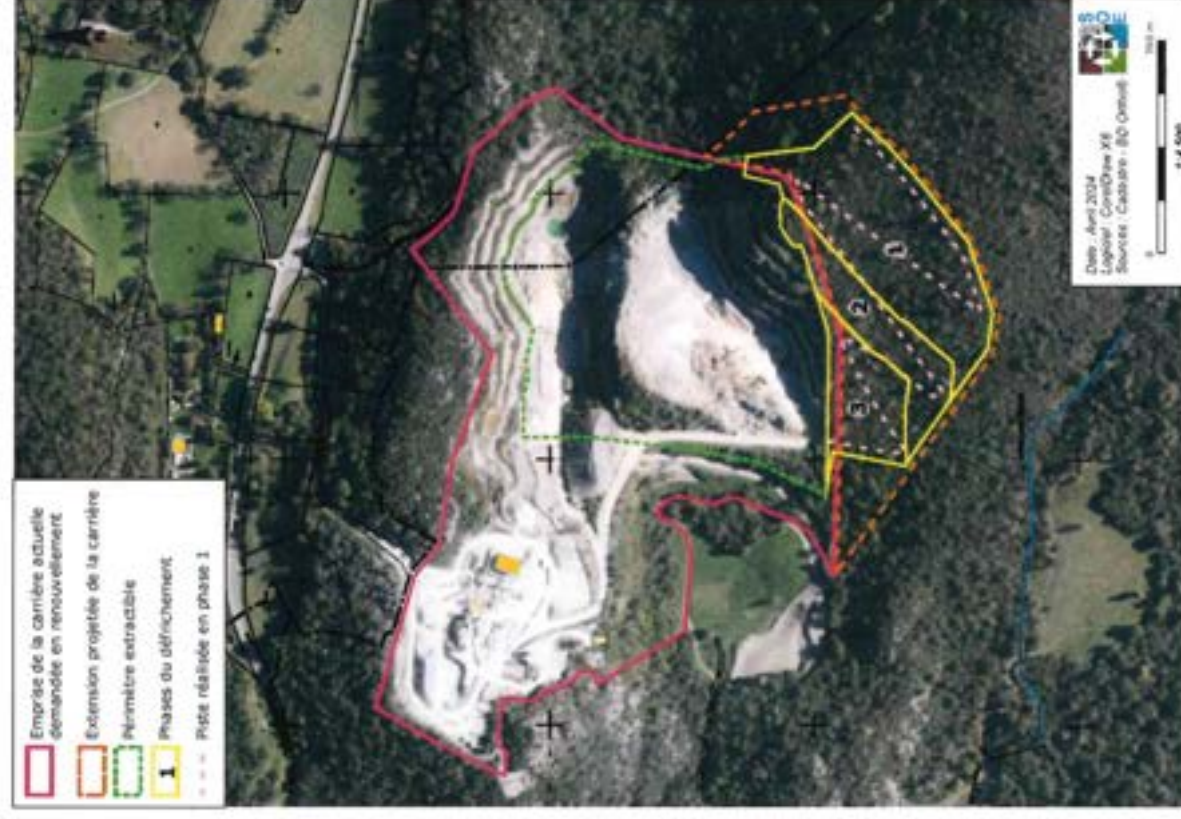
Plans de phasage d'exploitation et du réaménagement - fin de phase 6 (année 28,2)



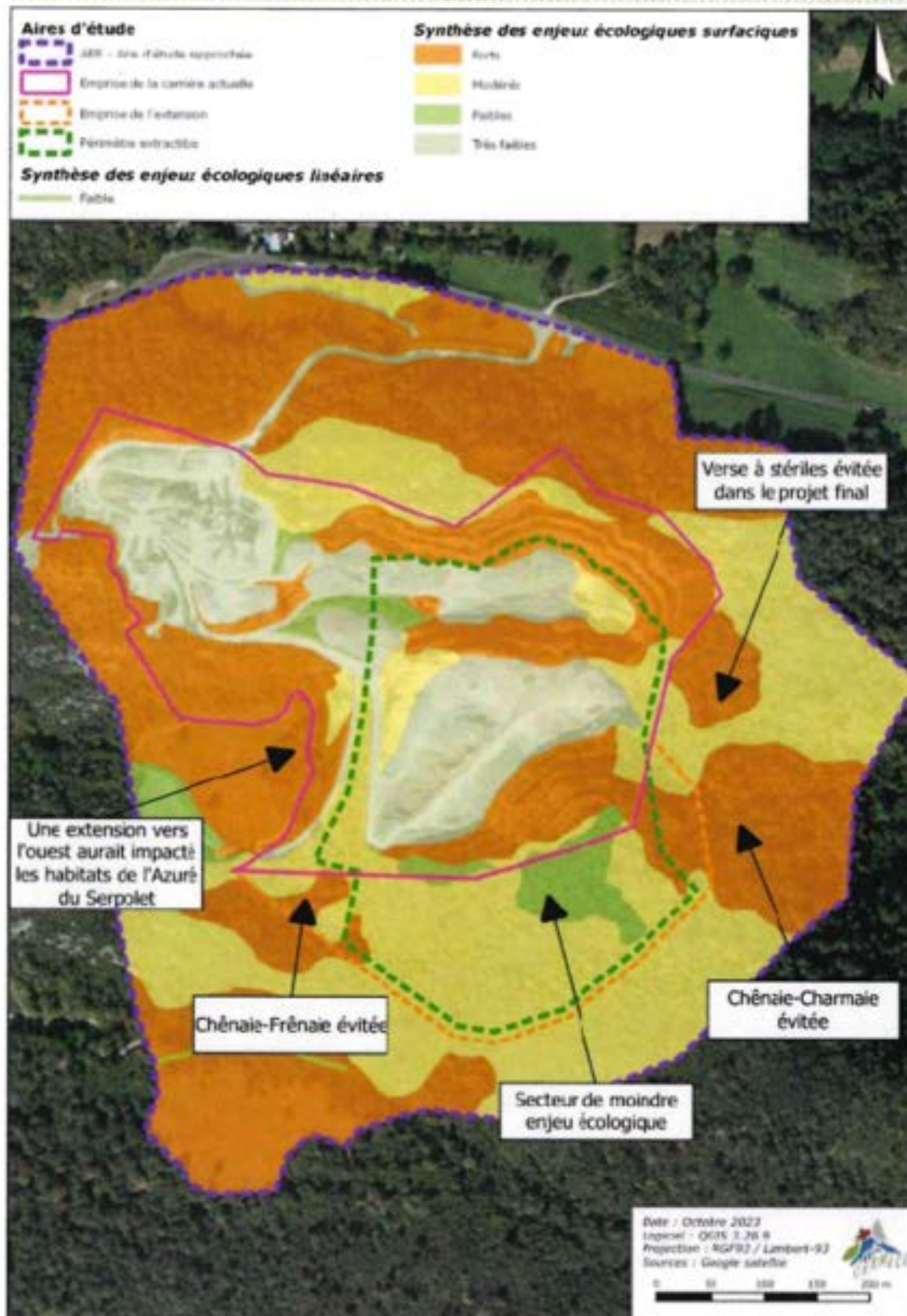
Plan d'implantation des activités



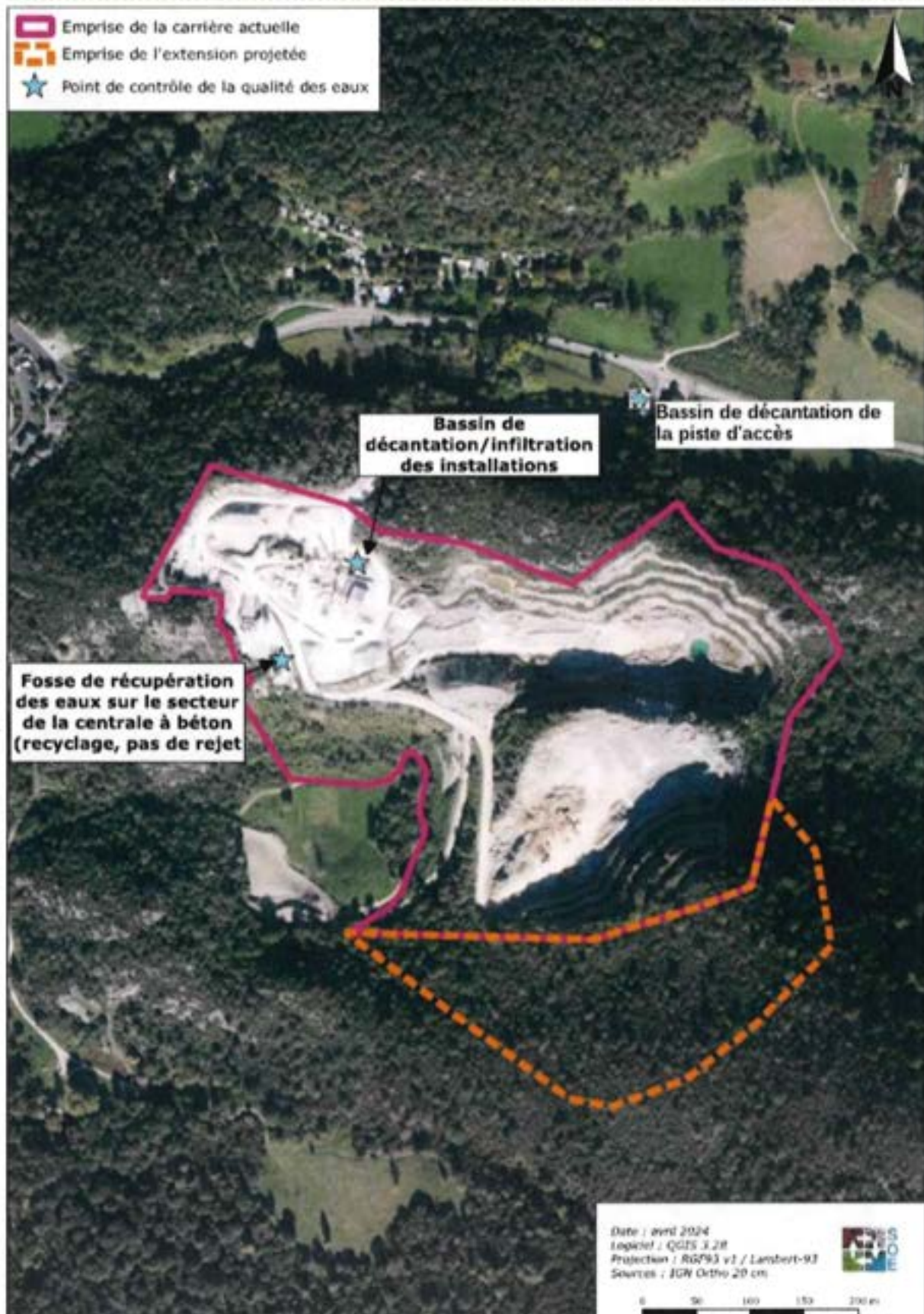
ANNEXE 6 SURFACE DU DÉFRICHEMENT



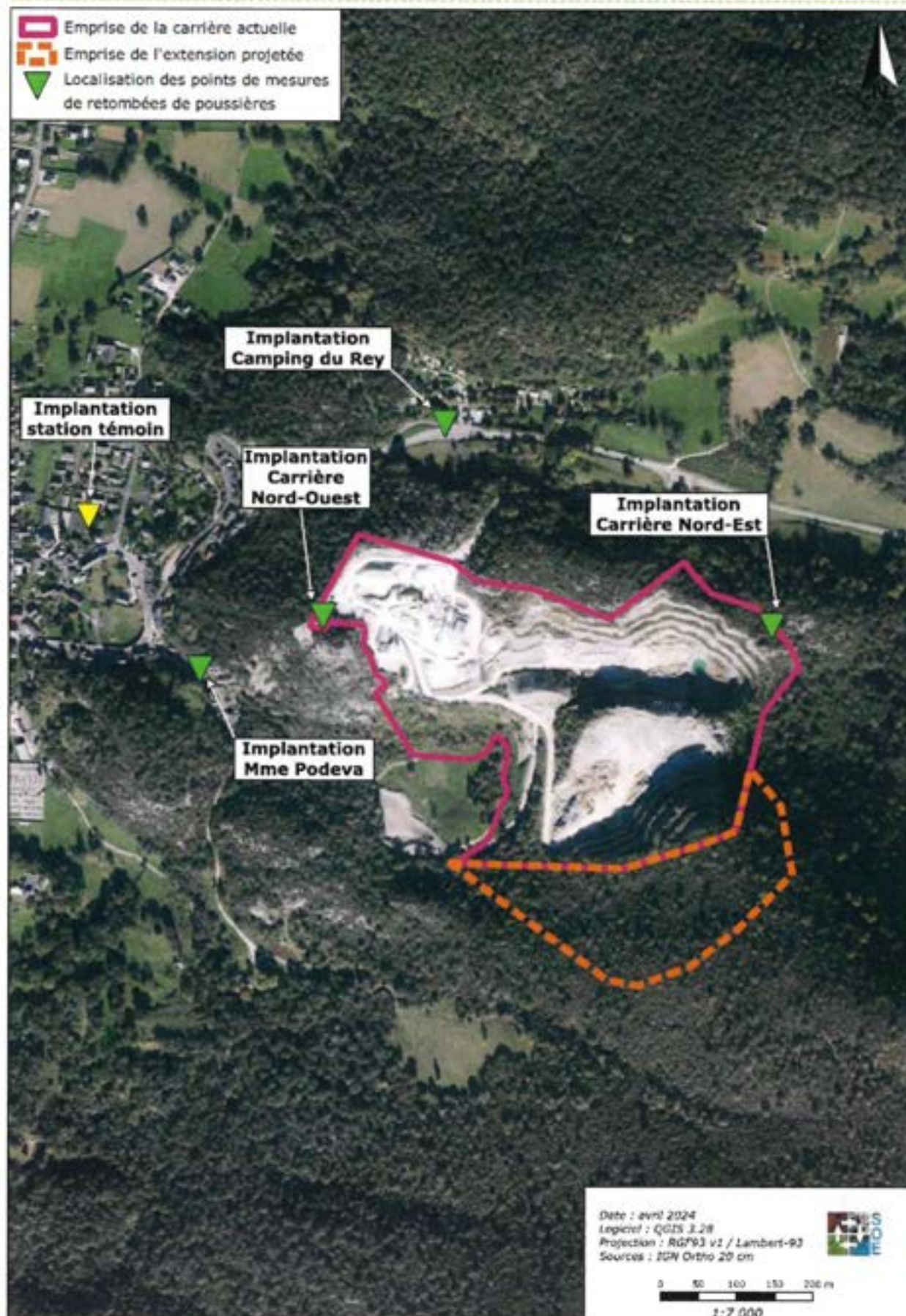
Enjeux écologiques et périmètre extractible permettant de visualiser les évitements écologiques



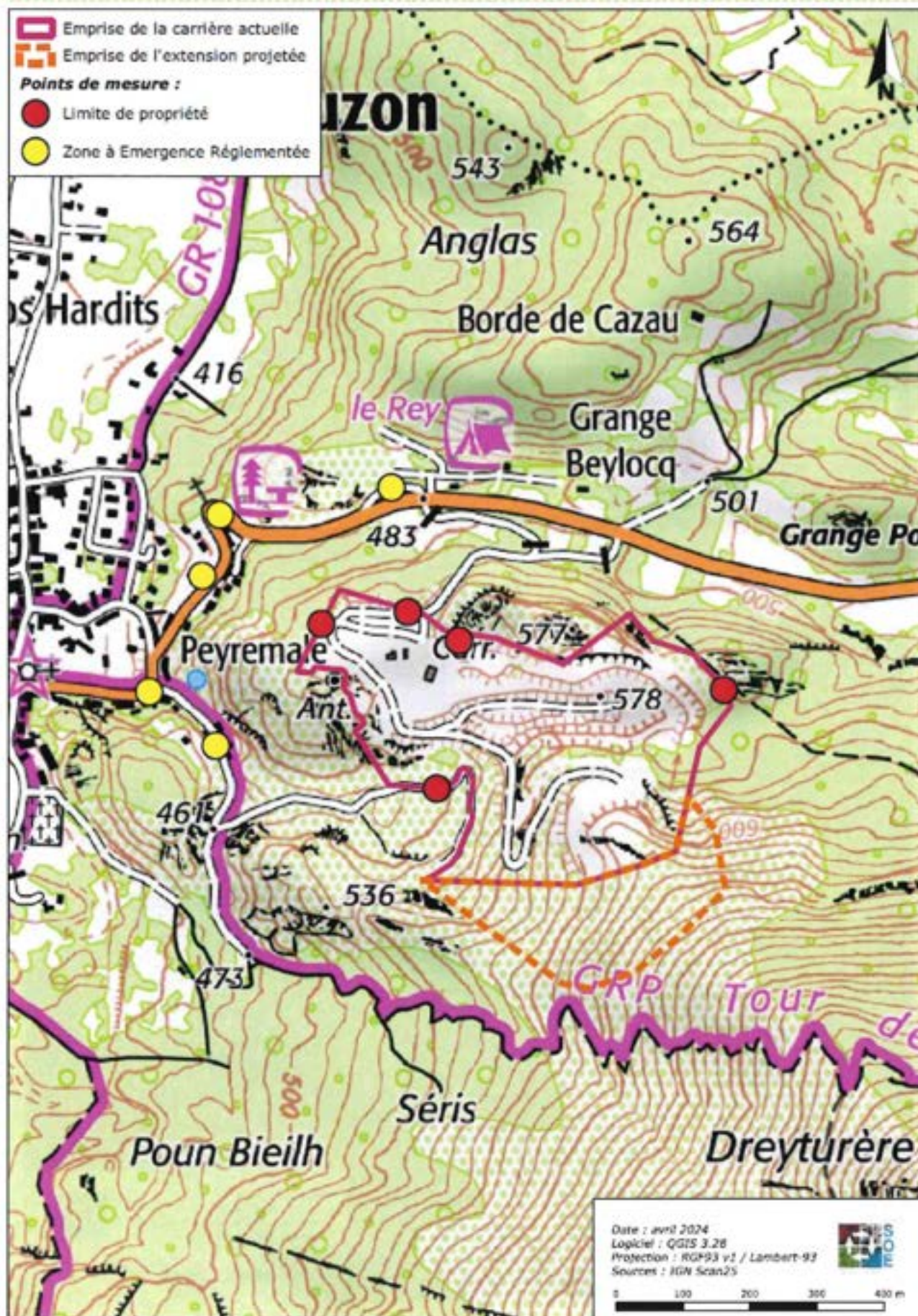
Surveillance de la qualité des eaux



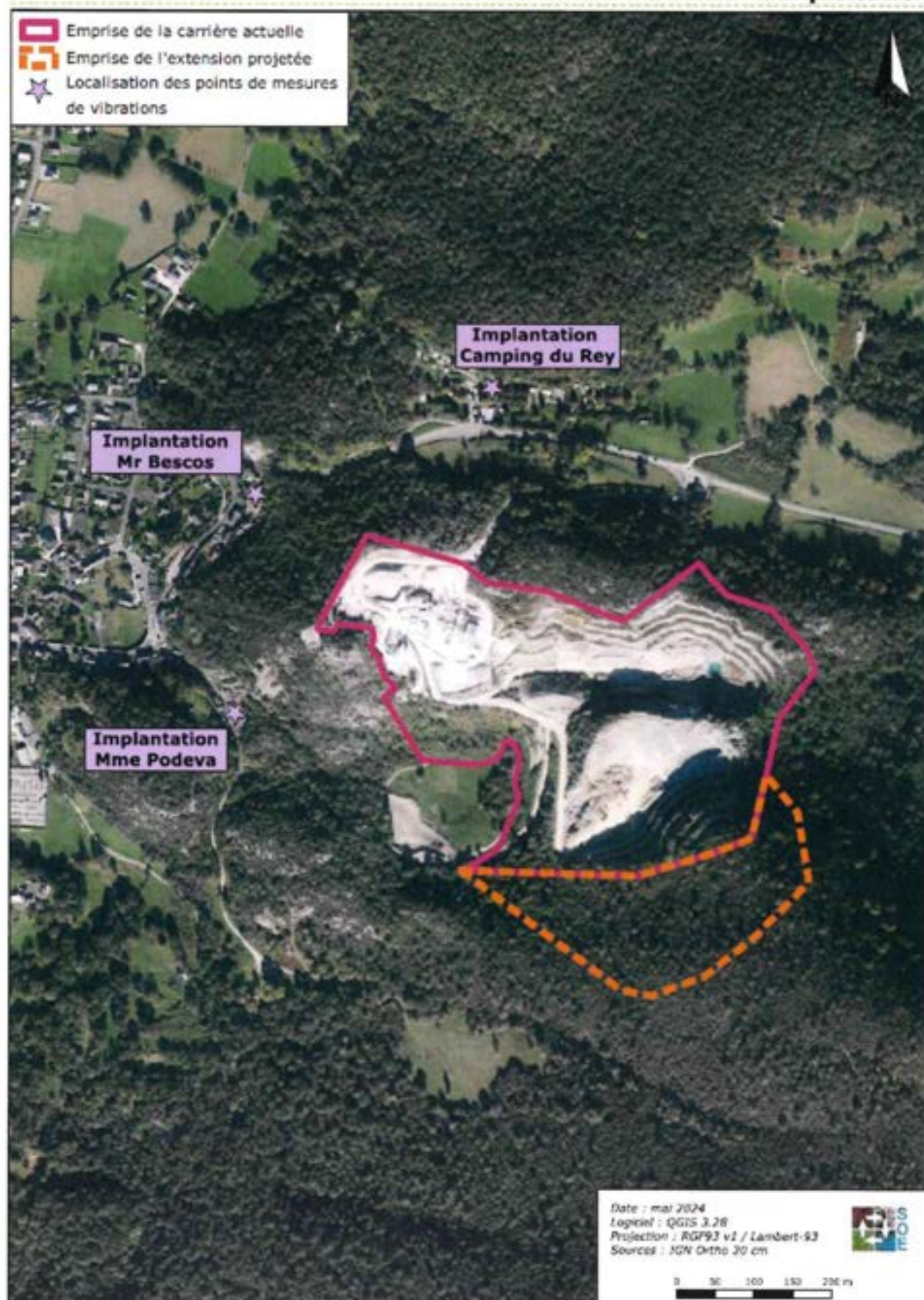
Points de mesures de retombées de poussières



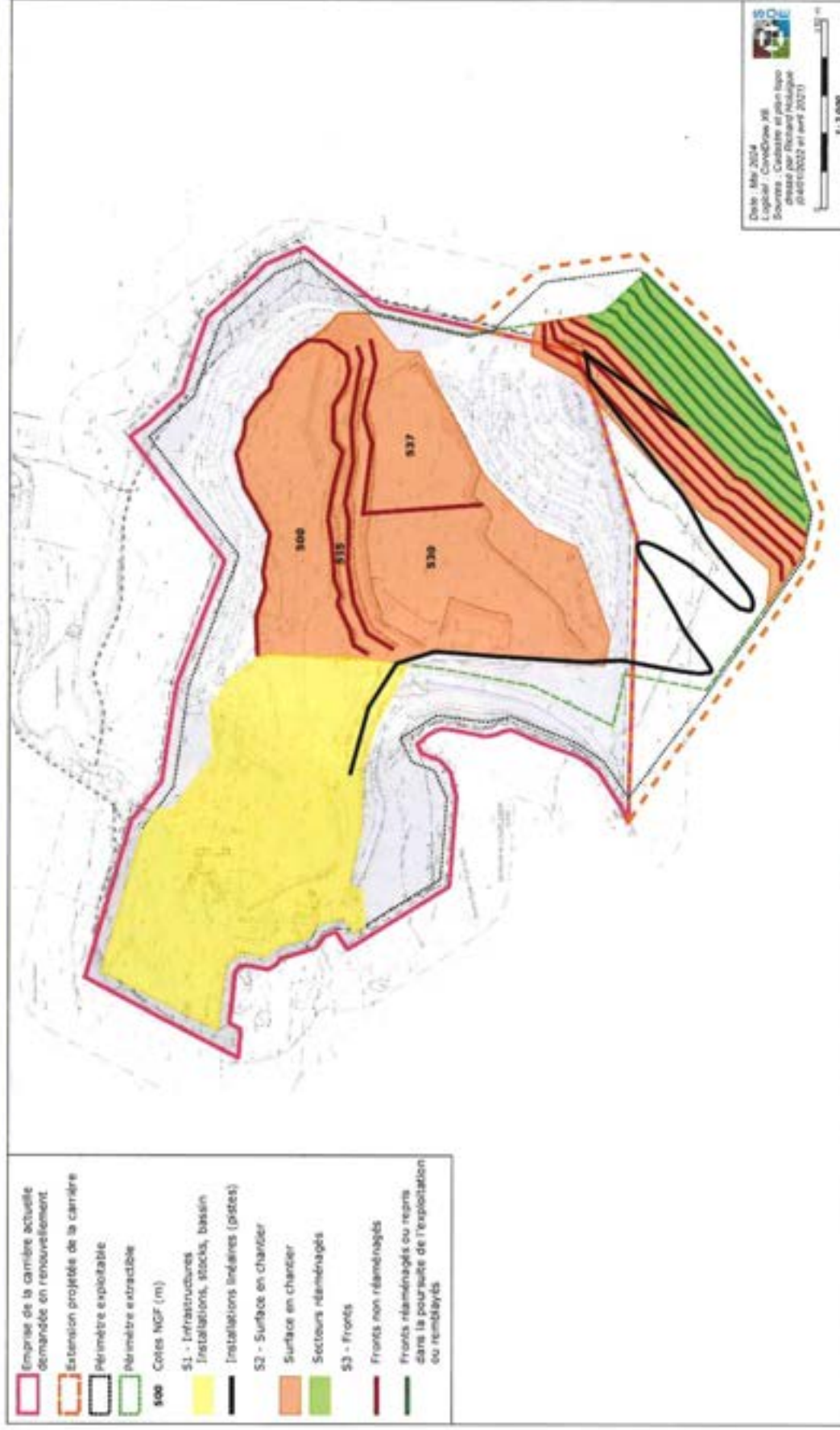
Mesures sonores dans le cadre du suivi de l'exploitation



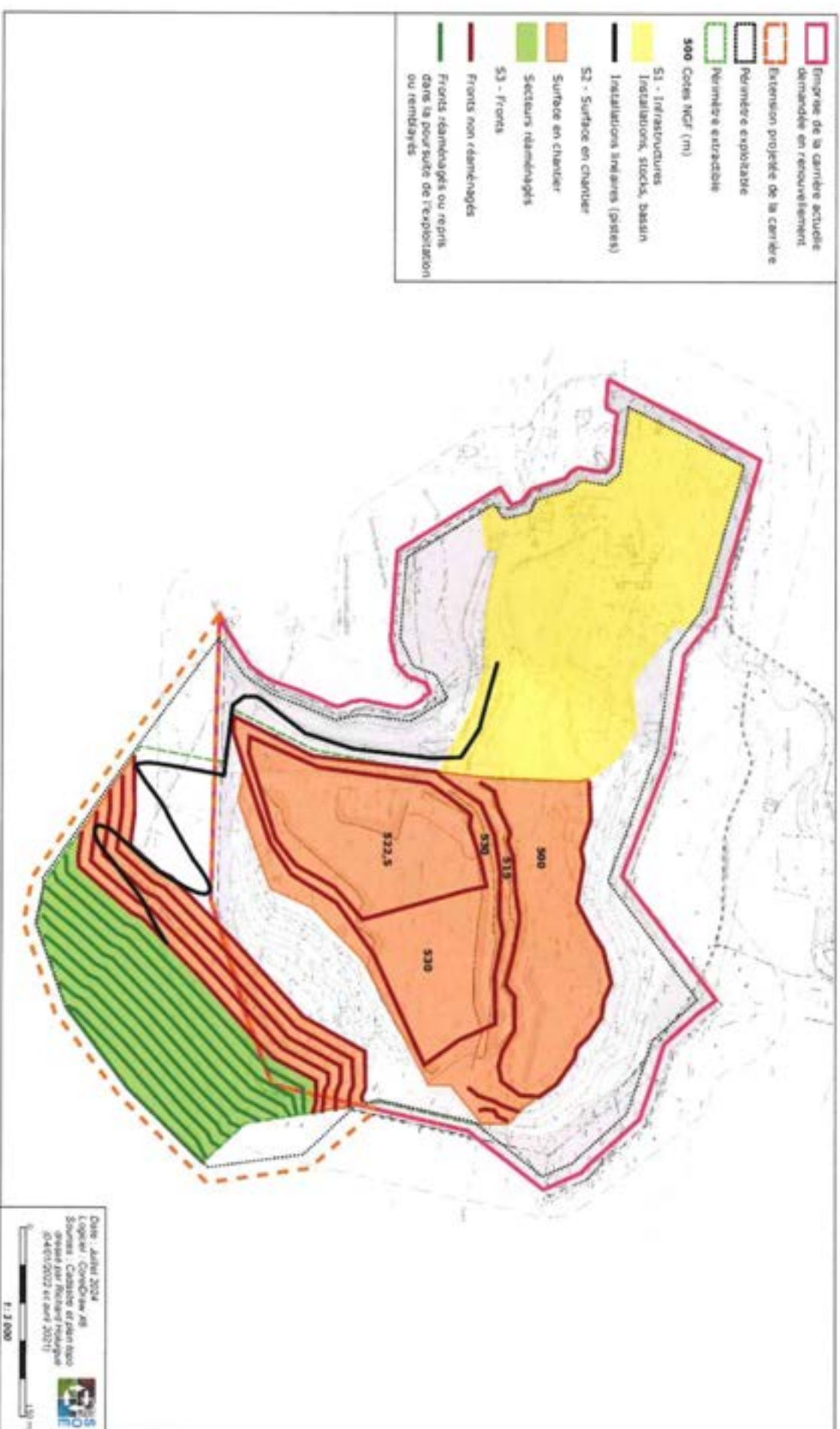
Point de mesures de vibrations réalisées dans le cadre du suivi d'exploitation



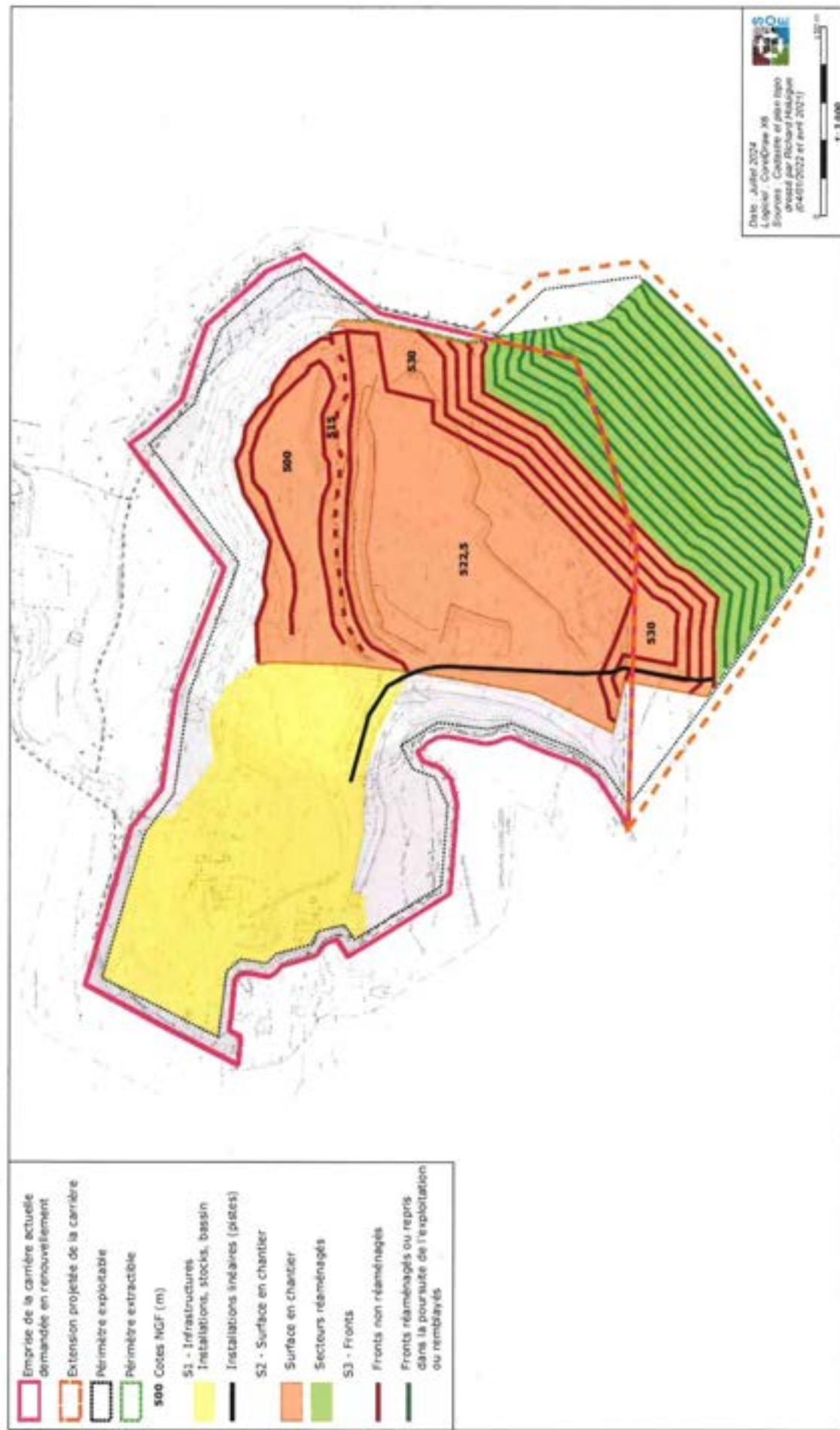
Garanties financières - Situation en fin de phase 1 (année 5)



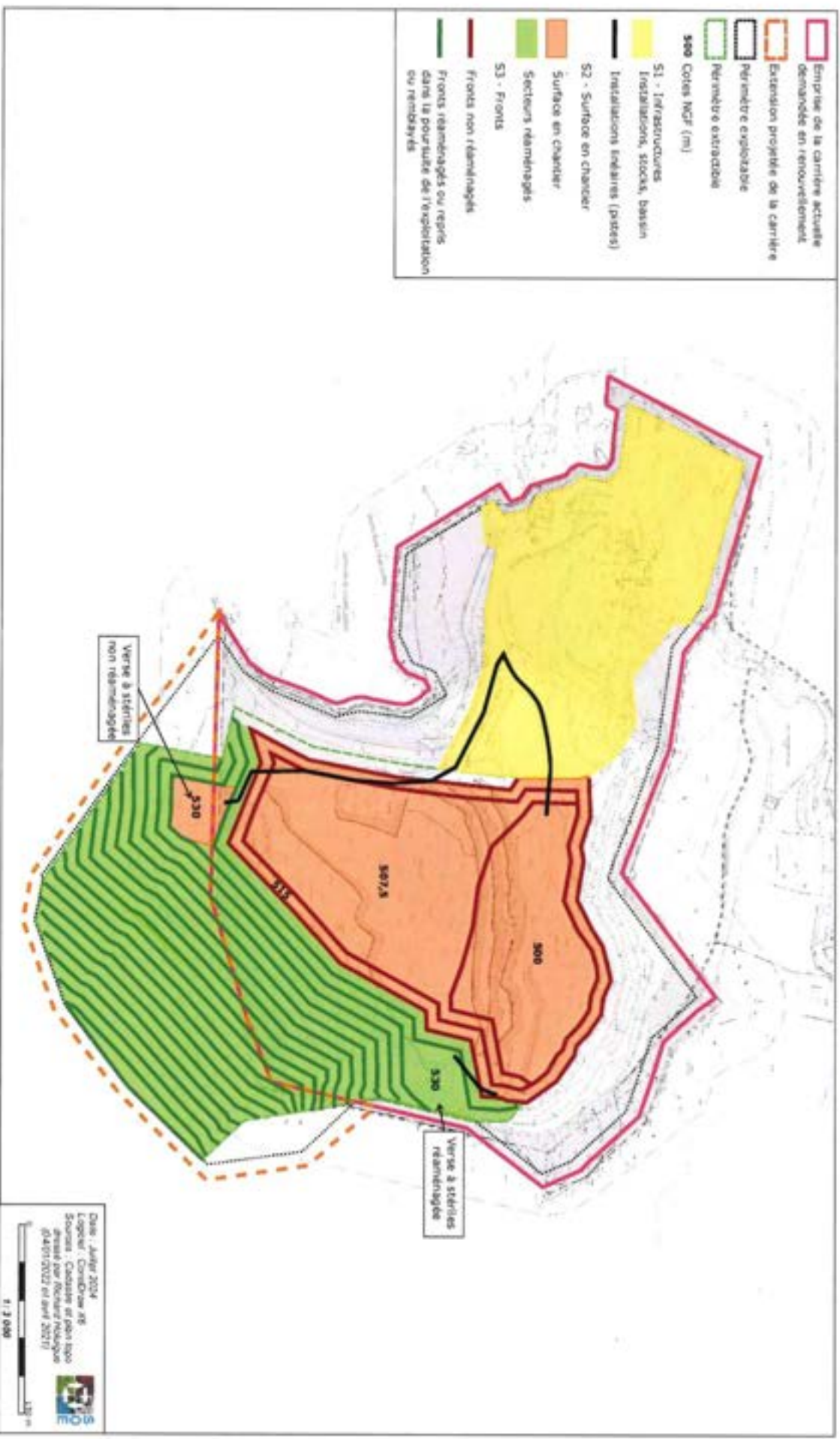
Garanties financières - Situation en fin de phase 2 (année 10)



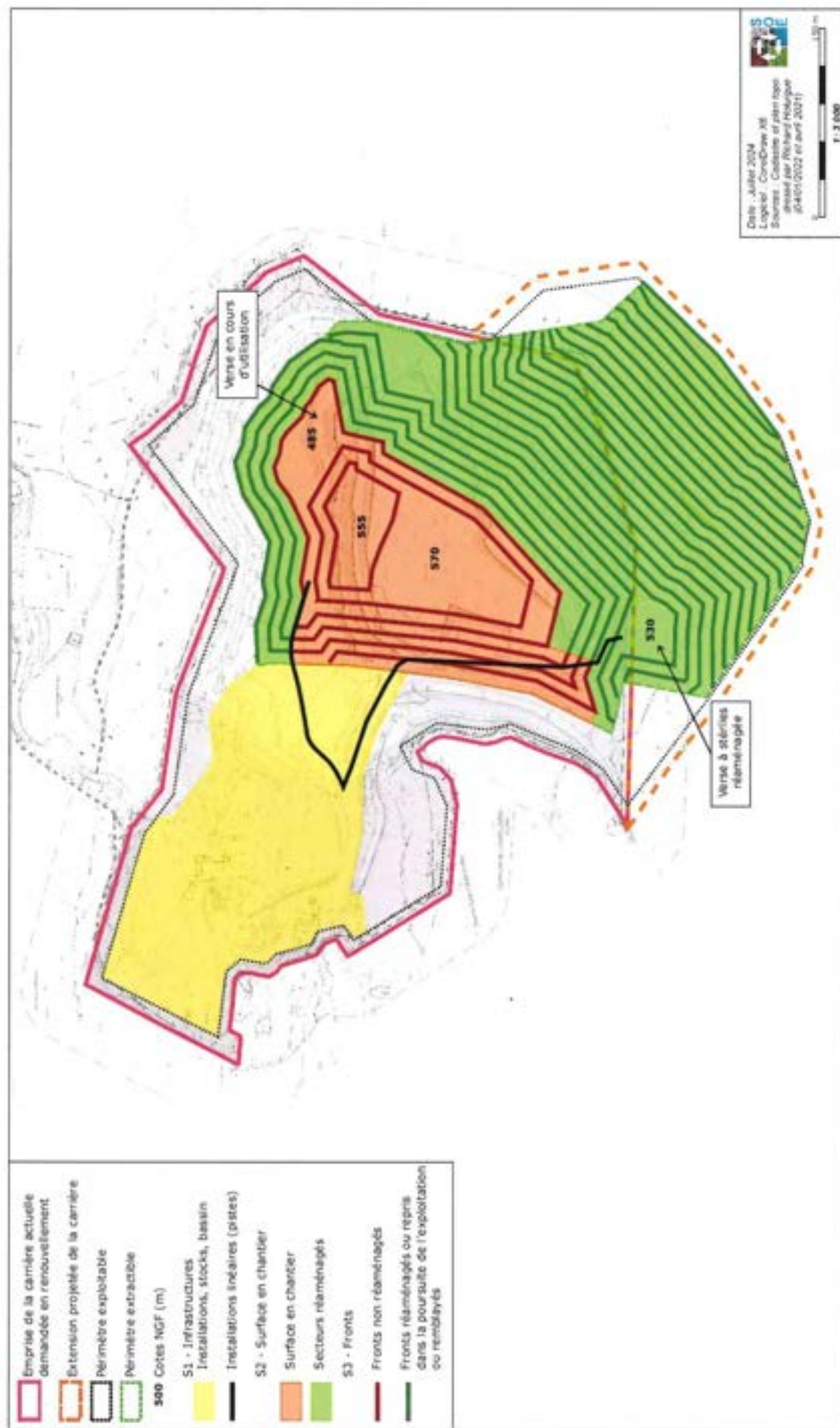
Garanties financières - Situation en fin de phase 3 (année 15)



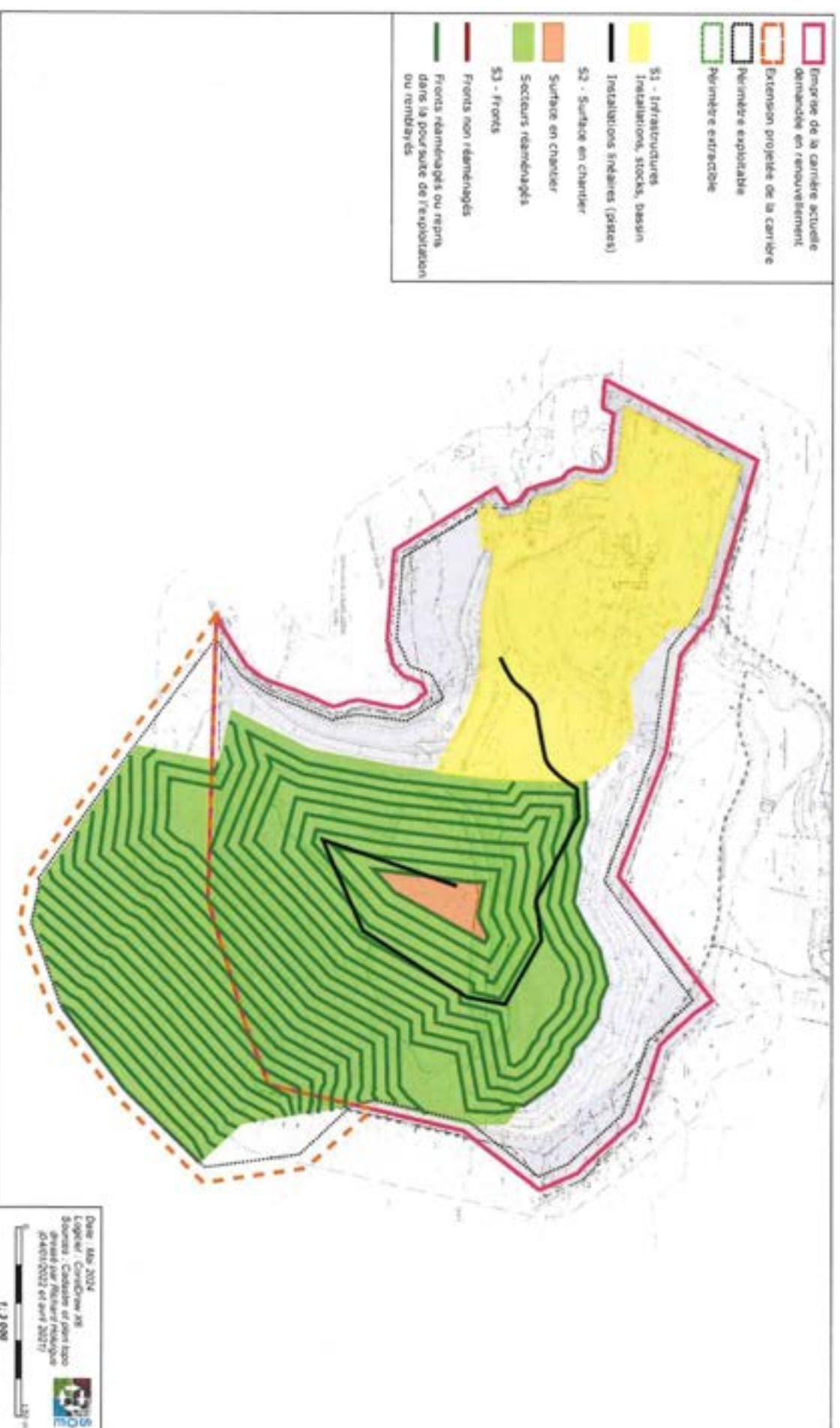
Garanties financières - Situation en fin de phase 4 (année 20)



Garanties financières - Situation en fin de phase 5 (année 25)

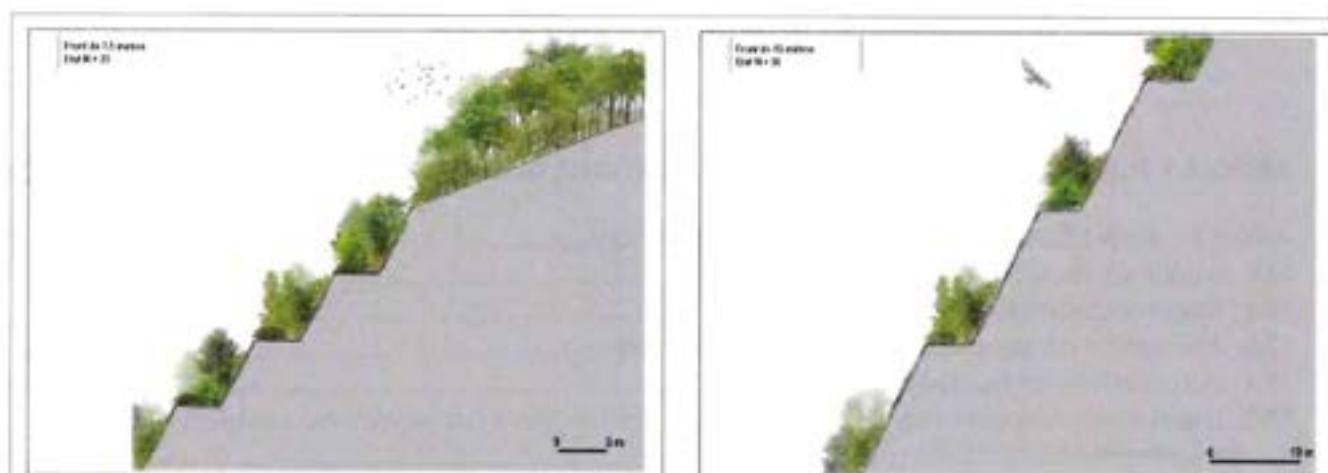


Garanties financières - Situation en fin d'extraction

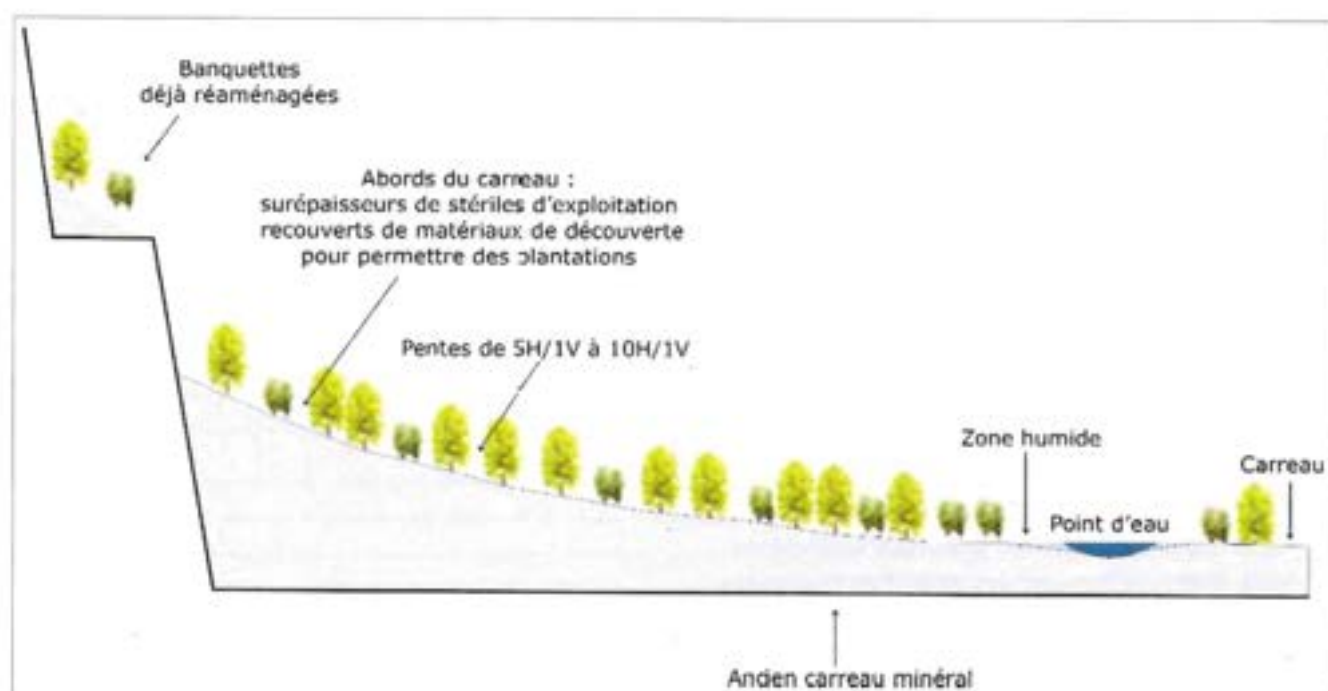


ANNEXE 10 SCHÉMA DE LA REMISE EN ETAT





Réaménagement des banquettes – Schémas de principe



Réaménagement du carreau - Schéma

TABLE DES MATIÈRES

ARTICLE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	4
<i>Article 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION.....</i>	<i>4</i>
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	4
1.1.2 Réglementation générale.....	4
1.1.3 Abrogation de prescriptions des actes antérieurs.....	4
1.1.4 Autorisations embarquées.....	4
1.1.5 Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises à enregistrement.....	4
<i>Article 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS.....</i>	<i>5</i>
1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.....	5
1.2.2 Liste des installations, ouvrages et activités concernées par une rubrique de la nomenclature relative à la loi sur l'eau.....	5
1.2.3 Situation de l'établissement.....	6
1.2.4 Autres limites de l'autorisation.....	6
<i>Article 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION.....</i>	<i>6</i>
1.3.1 Conformité.....	6
1.3.2 Récolement.....	6
<i>Article 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION.....</i>	<i>7</i>
1.4.1 Durée de l'autorisation.....	7
1.4.2 Caducité.....	7
<i>Article 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES.....</i>	<i>7</i>
1.5.1 Montant des garanties financières.....	7
1.5.2 Établissement des garanties financières.....	8
1.5.3 Renouvellement des garanties financières.....	8
1.5.4 Actualisation des garanties financières.....	8
1.5.5 Modification du montant des garanties financières.....	9
1.5.6 Appel des garanties financières.....	9
1.5.7 Levée de l'obligation de garanties financières.....	9
1.5.8 Sanctions administratives et pénales.....	10
<i>Article 1.6 MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ.....</i>	<i>10</i>
1.6.1 Porter à connaissance.....	10
1.6.2 Mise à jour des études d'impact et de dangers.....	10
1.6.3 Changement d'exploitant.....	10
1.6.4 Cessation d'activité.....	10
<i>Article 1.7 AUTRES RÉGLEMENTATIONS.....</i>	<i>10</i>
1.7.1 Redevance archéologie préventive.....	10
1.7.2 Respect des autres législations et réglementations.....	11
<i>Article 1.8 VÉRIFICATION DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....</i>	<i>11</i>
1.8.1 Contrôles et analyses.....	11
1.8.2 Comité de suivi de l'environnement.....	11
<i>Article 1.9 SANCTIONS.....</i>	<i>11</i>
1.9.1 Mesures et sanctions.....	11
ARTICLE 2 GESTION DE LA CARRIÈRE.....	12

Article 2.1 EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE ET DES INSTALLATIONS	12
2.1.1 Objectifs généraux.....	12
2.1.2 Aménagements préliminaires.....	12
2.1.3 Mise en service de la carrière.....	13
2.1.4 Dispositions d'exploitation.....	13
2.1.5 Fonctionnement de la carrière.....	13
2.1.6 Traitement des matériaux.....	16
2.1.7 Évacuation des matériaux.....	16
2.1.8 Consignes et plans d'exploitation.....	17
2.1.9 Installations de traitements des matériaux.....	18
Article 2.2 PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT	18
2.2.1 Intégration dans le paysage.....	18
Article 2.3 REMISE EN ÉTAT	18
2.3.1 Conditions de remise en état.....	18
Article 2.4 DÉCLARATION ANNUELLE	20
2.4.1 Déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (GEREP).....	20
Article 2.5 INCIDENTS OU ACCIDENTS	20
2.5.1 Déclaration et rapport.....	20
Article 2.6 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION	20
2.6.1 Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	20
Article 2.7 RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION	21
2.7.1 Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection.....	21
ARTICLE 3 AUTORISATION EMBARQUÉE ET MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION	21
Article 3.1 Autorisation de défrichement	21
3.1.1 Terrain dont le défrichement est autorisé.....	21
3.1.2 Prescriptions spécifiques au défrichement.....	22
3.1.3 Publicité.....	22
3.1.4 Durée de validité.....	22
Article 3.2 Mesures d'évitement de réduction et de compensation	22
3.2.1 Respect des mesures d'évitement, de réduction, de compensation et d'accompagnement.....	22
3.2.2 Assistance écologique durant l'exploitation.....	22
3.2.3 Mesures d'évitement.....	23
3.2.4 Mesures de réduction.....	23
3.2.5 Mesures d'accompagnement.....	24
3.2.6 Dispositif d'aide à la recolonisation du milieu.....	24
3.2.7 Suivi écologique.....	25
ARTICLE 4 PRÉVENTION DES RISQUES	25
Article 4.1 GÉNÉRALITÉS	25
4.1.1 Propreté de l'installation et de ses abords.....	25
4.1.2 Contrôle des accès.....	25
4.1.3 Circulation dans l'établissement.....	25
Article 4.2 DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES	26
4.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie.....	26
Article 4.3 DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS	26
4.3.1 Installations électriques.....	26

4.3.2 Appareils à pression.....	26
Article 4.4 DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES.....	26
4.4.1 Rétentions et confinement.....	26
4.4.2 Tuyauteries et fluides.....	27
4.4.3 Pollution accidentelle des eaux.....	27
Article 4.5 DISPOSITIONS D'EXPLOITATION.....	28
4.5.1 Travaux.....	28
ARTICLE 5 PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE.....	28
Article 5.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS.....	28
5.1.1 Dispositions générales.....	28
5.1.2 Émissions diffuses et envols de poussières.....	28
Article 5.2 REJETS A L'ATMOSPHERE.....	29
5.2.1 Mise en œuvre des contrôles.....	29
5.2.2 Émissions captées.....	29
5.2.3 Retombées de poussières dans l'environnement.....	29
ARTICLE 6 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	30
Article 6.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU.....	30
6.1.1 Origine des approvisionnements en eau.....	30
6.1.2 Prélèvement d'eau.....	31
6.1.3 Prescriptions générales pour les forages.....	31
Article 6.2 REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX.....	31
6.2.1 Identification des effluents.....	31
6.2.2 Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement.....	32
6.2.3 Localisation du point de rejet.....	32
6.2.4 Aménagement de points de rejets.....	32
6.2.5 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées.....	32
6.2.6 Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction.....	33
6.2.7 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets.....	33
6.2.8 Contrôle des rejets d'eaux.....	33
6.2.9 Transmission et analyse des résultats.....	33
6.2.10 Gestion des eaux domestiques.....	33
ARTICLE 7 PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS.....	34
Article 7.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	34
7.1.1 Aménagements.....	34
7.1.2 Véhicules et engins.....	34
7.1.3 Appareils de communication.....	34
Article 7.2 NIVEAUX ACOUSTIQUES.....	34
7.2.1 Valeurs limites d'émergence.....	34
7.2.2 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation.....	34
7.2.3 Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence.....	35
Article 7.3 VIBRATIONS.....	35
7.3.1 Réponse vibratoire.....	35
7.3.2 Tirs de mines.....	35
7.3.3 Contrôle des vibrations.....	36
ARTICLE 8 DÉCHETS PRODUITS.....	36

<i>Article 8.1 PRINCIPES DE GESTION</i>	36
8.1.1 Dispositions générales.....	36
8.1.2 Séparation des déchets.....	36
8.1.3 Transport.....	37
8.1.4 Suivi des déchets.....	37
ARTICLE 9 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS – PUBLICITÉ – EXÉCUTION	38
<i>Article 9.1 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS</i>	38
<i>Article 9.2 PUBLICITÉ</i>	38
<i>Article 9.3 EXÉCUTION</i>	39
ANNEXE 1 PLAN DE SITUATION	40
ANNEXE 2 PLAN PARCELLAIRE	42
ANNEXE 3 SURFACE SOUMISE A REDEVANCE ARCHÉOLOGIQUE	43
ANNEXE 4 PHASAGE D'EXPLOITATION	44
ANNEXE 5 SCHÉMA INSTALLATION FIXE DE TRAITEMENT DES MATÉRIAUX	54
ANNEXE 6 SURFACE DU DÉFRICHEMENT	55
ANNEXE 7 LOCALISATION DES MESURES D'ÉVITEMENT	56
ANNEXE 8 STATIONS DE MESURES	57
ANNEXE 9 PLANS DE PHASAGE DES GARANTIES FINANCIÈRES	61
ANNEXE 10 SCHÉMA DE LA REMISE EN ETAT	67

